



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 février 2020  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quatorzième session**  
Point 118 de l'ordre du jour  
**La Stratégie antiterroriste mondiale**  
**des Nations Unies**

## **Activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### **I. Introduction**

1. Dans sa résolution [72/284](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, en février 2020 au plus tard, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui renfermera des propositions d'avenir concernant l'application de la Stratégie par le système des Nations Unies. Le présent rapport vient compléter le rapport du Secrétaire général, demandé dans la même résolution et intitulé « Solutions concrètes sur les moyens d'évaluer les incidences de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les progrès accomplis par le système des Nations Unies dans sa mise en œuvre » ([A/73/866](#)).

2. Le terrorisme est devenu l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales, pour la concrétisation des objectifs de développement durable et pour la réalisation des droits humains universels. De nombreux États Membres voient les gains durement acquis mis en péril, et d'autres se trouvent enfermés dans un cycle de déstabilisation. Une communauté internationale unie est la mieux à même de procurer un soutien aux pays touchés et de favoriser la résilience institutionnelle et sociale face au terrorisme.

3. Les entités de l'ONU, grâce au Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, continuent d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des mesures de lutte contre le terrorisme qui tiennent compte des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, à savoir : a) des mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme ; b) des mesures visant à prévenir et combattre le terrorisme ; c) des mesures destinées à étoffer les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme et à renforcer le rôle joué en ce sens par l'Organisation des Nations Unies ; d) des mesures garantissant le



respect des droits de l'homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste.

## II. Évolution du terrorisme à l'échelle mondiale

4. Après la perte de contrôle territorial de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en République arabe syrienne en mars 2019, l'EIIL s'est reconstitué en réseau clandestin en République arabe syrienne, comme il l'avait fait après la perte de son contrôle territorial en Iraq en 2017. Si le degré de violence lié à l'EIIL a baissé dans l'ensemble, le groupe continue de constituer une menace considérable et recourt désormais à des tactiques insurrectionnelles, tout en poursuivant ses attaques en différents points du pays. Dans les régions reculées de l'Iraq, le groupe a poursuivi ses attaques contre des points de contrôle officiels, des infrastructures et des représentants de l'autorité. Les circonstances qui ont amplifié l'attrait de l'EIIL et d'Al-Qaida partout dans le monde existent toujours et le risque demeure qu'elles soient exploitées.

5. Prévenir la résurgence de tels groupes implique nécessairement le règlement de problèmes complexes en matière de sécurité, de droit, d'aide humanitaire, de droits humains et de politique et dans le domaine socioéconomique. L'obtention et le partage de preuves recevables, entre autres exemples concrets, permettent de garantir que les auteurs de crimes terroristes répondent de leurs actes, de défendre les droits et les besoins des victimes, de réhabiliter les zones libérées et de trouver une solution à la situation des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ayant des liens présumés avec des groupes terroristes inscrits sur la Liste et se trouvant actuellement dans des camps et des lieux de détention, notamment les combattants terroristes étrangers et les personnes à leur charge. Les États Membres doivent également élaborer des programmes de réhabilitation et de réintégration respectueux des droits humains et tenant compte de l'âge et du sexe des personnes concernées afin de prévenir toute nouvelle radicalisation ou récidive. Cette démarche est essentielle, car il faut s'attendre à ce que des milliers d'auteurs d'actes de terrorisme soient libérés de prison dans les années à venir après avoir purgé leur peine. La communauté internationale devrait également rester attentive aux nouvelles forces et aux nouvelles conjonctures potentiellement propices au terrorisme, comme l'impact des changements climatiques.

6. Alors que des éléments affiliés à l'EIIL et à Al-Qaida continuent d'exacerber la violence en Afghanistan, en Iraq et en République arabe syrienne, et d'alimenter les conflits dans un certain nombre de régions, notamment en Asie du Sud-Est, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et au Sahel, les attentats à l'étranger sont devenus moins fréquents. Cela tient en partie au fait que l'EIIL privilégie actuellement sa reconstitution, plutôt que ses capacités opérationnelles extérieures. Cela résulte également des efforts déployés par les services de renseignement, de police et de justice pénale et de la coopération entre les États Membres au cours des dernières années, qu'ont encouragés l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales.

7. L'EIIL ayant opté pour des tactiques clandestines et insurrectionnelles, les efforts devront dans la plupart des cas passer d'une réponse militaire à une réponse axée sur des mesures de répression afin de détecter, prévenir et contrer les activités terroristes. La coopération internationale sera essentielle, car l'EIIL maintient des aspirations mondiales et a continué à proclamer la création de branches régionales en Afrique et en Asie. L'EIIL encourage les serments d'allégeance et engage à commettre des attentats partout dans le monde pour maintenir sa réputation. Al-Qaida reste également résiliente en tant que réseau transnational, mais s'intéresse davantage aux

conflits locaux, notamment dans le nord-ouest de la République arabe syrienne et en Afghanistan, au Yémen, en Somalie et au Sahel, et exploite les territoires où la gouvernance est faible et où règnent griefs et tensions locales.

8. En conséquence, la communauté internationale est maintenant confrontée à une menace de plus en plus localisée et diversifiée émanant de l'EIL et d'Al-Qaida, dont les éléments affiliés présents dans la région peuvent agir indépendamment et mènent une action commune en ligne pour encourager la mobilisation à l'échelle locale et, à distance, la commission d'attentats. Dans certaines sous-régions, comme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, Al-Qaida et l'EIL semblent coopérer pour miner des États fragiles, susciter des divisions au sein des communautés et entre elles et créer un vide qu'ils peuvent exploiter. Les liens croissants entre terrorisme et criminalité organisée ajoutent encore à la complexité de ce panorama de la menace.

9. Bien que le nombre de combattants terroristes étrangers qui sont retournés dans leur pays d'origine ait été limité, des inquiétudes persistent quant à leur éventuelle réinstallation dans des zones à la stabilité précaire. Les États Membres soulignent également la menace que représentent les terroristes endogènes et la radicalisation des individus isolés, notamment par le biais d'Internet et dans les prisons. À cela s'ajoute la vulnérabilité aux attaques faisant appel à des techniques simples et de faible coût contre des cibles molles, pratiquement indétectables à l'avance, notamment les attaques au moyen de véhicules, d'armes blanches et d'armes de petit calibre et explosifs facilement disponibles.

10. Dans le même temps, les terroristes utilisent également les nouvelles technologies pour atteindre leurs objectifs : la collecte de fonds par le biais de cybermonnaies, la radicalisation via les médias sociaux et les communautés de jeux vidéo en ligne et le recrutement sur le *dark Web* n'en sont que quelques exemples.

11. La communauté internationale doit s'engager à nouveau à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelles que soient ses motivations. Les groupes de droite et groupes suprémacistes dont les motivations ont un caractère racial, ethnique, politique et idéologique et qui ont recours à des tactiques terroristes, en particulier contre des groupes minoritaires, constituent une menace grandissante de plus en plus préoccupante. La propagation des discours de haine et de l'incitation à la violence, qui trouve son écho dans la xénophobie, l'antisémitisme, la haine antimusulmane, le sectarisme et la misogynie, est alarmante. La prise pour cibles de lieux religieux et culturels et d'autres lieux symboliques pour infliger des pertes massives et susciter la peur est particulièrement odieuse.

### **III. Progrès accomplis par les entités des Nations Unies et les États Membres dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies**

12. De nombreux États Membres ont déployé des efforts considérables pour mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies depuis l'examen le plus récent effectué en juin 2018. Le Secrétariat a reçu de 44 États Membres<sup>1</sup> et de cinq organisations régionales<sup>2</sup> des communications rendant compte des mesures

<sup>1</sup> Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bélarus, Belgique, Burundi, Cambodge, Canada, Chine, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Italie, Japon, Malaisie, Moldova, Myanmar, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, Saint Marin, Serbie, Singapour, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse et Tunisie.

<sup>2</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Conseil de l'Europe, Ligue des États arabes, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Union européenne.

qu'ils ont prises pour appliquer la Stratégie, que le Bureau de lutte contre le terrorisme met à la disposition des États Membres qui en font la demande. Le Secrétariat a également reçu de 55 organisations de la société civile un retour d'information concernant les efforts qu'ils déploient à l'appui de la Stratégie et des suggestions pour son application future, y compris des recommandations à l'intention du système des Nations Unies.

13. De nombreuses entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme ont soutenu la mise en œuvre des quatre piliers de la Stratégie, et ont régulièrement rendu compte de leurs efforts aux États Membres<sup>3</sup>. Le Secrétariat a reçu des contributions de 25 de ces entités pour le présent rapport, dont cette section met en avant quelques exemples de leurs efforts, des informations supplémentaires étant données à l'annexe II.

### **Pilier I : Mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme**

14. Le système des Nations Unies a continué à promouvoir vigoureusement en y contribuant une approche globale dans laquelle les États Membres cherchent à se prémunir contre les multiples conditions propices à la propagation du terrorisme, telles que l'Assemblée générale les a définies. Ces efforts se sont appuyés sur les trois piliers de l'action menée par l'Organisation – la paix et la sécurité, le développement durable et les droits humains – et ont été étayés par les réformes lancées par le Secrétaire général.

15. L'action menée par le système des Nations Unies en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme continue de relever d'un groupe de travail spécialisé du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, placé sous la direction stratégique du groupe d'action de haut niveau du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent. Depuis 2016, le système des Nations Unies a aidé 26 États Membres et deux organisations régionales à élaborer leurs propres plans d'action nationaux ou régionaux, comme l'a recommandé l'Assemblée générale.

16. Plus précisément, le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme a recensé 105 projets menés à bien depuis 2016 (271 sont actuellement mis en œuvre et 87 sont en cours de planification) par 20 entités des Nations Unies, pour aider les États Membres à prévenir et à combattre l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme. Les projets achevés et en cours comprennent 101 projets mondiaux, 124 projets régionaux et 151 projets nationaux qui ont directement bénéficié à 102 États Membres. Ils couvrent l'ensemble des sept domaines prioritaires du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent (A/70/674).

### **Pilier II : mesures visant à prévenir et combattre le terrorisme**

17. Les entités signataires du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme ont intensifié leur collaboration avec les États Membres sur un certain nombre de priorités liées au pilier II, notamment en renforçant l'application des lois et les contrôles aux frontières, en protégeant les infrastructures critiques et les cibles vulnérables et en luttant contre le financement du terrorisme.

<sup>3</sup> Rapports semestriels du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la menace que représente l'EIL (Daech) pour la paix et la sécurité internationales et sur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à contrer cette menace (S/2018/770, S/2019/103 et S/2019/612), et rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale en application de la résolution 72/241, intitulé "Un monde contre la violence et l'extrémisme violent" (A/74/195).

18. En mai 2019, le Secrétaire général a lancé le Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes, programme interinstitutions dirigé par le Bureau de lutte contre le terrorisme avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le Bureau de l'informatique et des communications et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), pour aider les États Membres à renforcer leurs capacités pour ce qui est de prévenir et détecter les infractions terroristes et autres crimes graves et d'enquêter et engager des poursuites à leur sujet, en utilisant les données relatives aux voyages conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et dans le respect du droit international des droits de l'homme. Trente et un États Membres ont officiellement demandé à bénéficier du programme.

19. L'OACI a continué à collaborer avec les États Membres et des groupements industriels à la mise en œuvre de politiques et de normes et pratiques recommandées concernant l'aviation civile internationale et destinées à prévenir les actes d'intervention illicite et à renforcer la sûreté de l'aviation civile à l'échelle mondiale. Elle a également collaboré avec l'ONUDD et l'Organisation mondiale des douanes quant aux éléments "aériens" du Programme de contrôle des conteneurs afin d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités spécialisées en matière d'évaluation des risques et de leur dispenser une formation dans l'objectif d'améliorer les contrôles du fret dans les aéroports internationaux.

20. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui relève du Bureau de lutte contre le terrorisme, et INTERPOL ont élaboré conjointement un manuel sur l'utilisation d'Internet et des médias sociaux dans le cadre des enquêtes contre le terrorisme et ont œuvré ensemble au renforcement des capacités de plusieurs États Membres d'Asie à utiliser les médias sociaux pour identifier les combattants terroristes étrangers et enquêter à leur sujet.

21. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a soutenu le Groupe antiblanchiment de l'Afrique orientale et australe pour l'aider à mettre en œuvre un plan opérationnel régional de lutte contre le financement du terrorisme. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a établi la version finale d'une série de mesures intitulée "Bonnes pratiques de La Haye sur les liens entre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme", publiée par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

### **III. Mesures destinées à étoffer les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme et à renforcer le rôle joué en ce sens par l'Organisation des Nations Unies**

22. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a continué à coordonner avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale la troisième phase de soutien au plan d'action conjoint visant à promouvoir la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale. Il a également facilité la mise en œuvre de l'Initiative d'assistance intégrée pour la lutte contre le terrorisme pour le Mali et le Groupe de cinq pays du Sahel. Le Centre, l'ONUDD et le Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre d'un partenariat conjoint avec l'Union européenne, ont lancé le programme STRIVE (Renforcer la résilience face à la violence et à l'extrémisme) pour soutenir les États Membres en Asie centrale et en Asie du Sud-Est. En outre, le Centre a lancé un projet pluriannuel pour aider le Conseil des

ministres de l'intérieur des pays arabes à élaborer et à concrétiser une vision arabe de la sécurité fondée sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

23. Au cours des deux années écoulées, l'ONU DC a mené à bien 40 projets de renforcement des capacités des États Membres, dans le cadre de son mandat; 46 autres projets sont encore en cours d'exécution et 4 nouveaux projets ont été lancés ou sont en attente de financement. Sur ces 90 projets, 12 sont de portée mondiale, 57 de portée régionale et 21 de portée nationale. Par exemple, l'ONU DC a mené à bien avec INTERPOL un projet conjoint étalé sur une période de trois ans pour renforcer la capacité des autorités nationales du Bangladesh, de l'Inde, du Kazakhstan et de la Mongolie à identifier et à intercepter les combattants terroristes étrangers grâce à une meilleure gestion de l'information.

24. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes a appuyé les efforts déployés au niveau national en Iraq pour tenir l'EIL responsable en recueillant, conservant et stockant les preuves de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes pouvant constituer des crimes de génocide perpétrés par le groupe en Iraq. Grâce à la coopération avec les autorités iraqiennes, elle a également facilité avec succès la présentation aux tribunaux de pays tiers d'éléments de preuves de crimes commis par l'EIL.

#### **Pilier IV : mesures visant à faire de la protection des droits de l'homme et de l'état de droit la base de la lutte contre le terrorisme**

25. Le système des Nations Unies continue de préconiser fermement que toutes les législations, politiques, stratégies et pratiques des États Membres visant à prévenir et à combattre le terrorisme respectent et protègent les droits humains et l'état de droit, aussi bien en ligne que hors ligne. Les progrès réalisés dans l'intégration des questions liées au genre, à la jeunesse, à la société civile, aux droits de la personne et aux victimes du terrorisme en tant que considérations transversales dans l'action menée par l'Organisation en matière de lutte contre le terrorisme sont particulièrement encourageants.

26. Dans mon rapport intitulé "Solutions concrètes sur les moyens d'évaluer les incidences de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les progrès accomplis par le système des Nations Unies dans sa mise en œuvre " (A/73/866), je rappelle les contributions essentielles, dans le cadre de leur mandat et des ressources disponibles, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui sont tous signataires du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme.

27. En juillet 2018, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a mis en place un programme complet de soutien aux victimes du terrorisme pour marquer sa solidarité avec les victimes, mieux les soutenir, promouvoir leurs droits et faire entendre leur voix afin de contribuer à la résilience et à la prévention. Le Centre et le Département de la communication globale ont produit une série de documentaires qui présentent des personnes rescapées d'attentats terroristes et leurs efforts pour transformer leur expérience tragique en action positive. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a continué à diriger l'action menée dans le cadre du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme en faveur des victimes du terrorisme et

aux fins des préparatifs de la célébration de la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme les 21 août 2018 et 2019.

#### **IV. Donner la priorité à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre le terrorisme : renforcer la résilience institutionnelle et sociale**

28. La menace du terrorisme est multiforme, évolutive et durable. Pour y faire face, il est nécessaire de privilégier l'édification de sociétés pacifiques, inclusives et prospères, fondées sur l'état de droit, les droits humains et le développement durable. Il est indispensable d'opposer aux menaces terroristes des mesures résolues et proportionnées, qui doivent toutefois être complétées par des investissements à moyen et à long termes en faveur de la prévention et du renforcement de la résilience. Les États Membres ont besoin d'institutions fortes et d'une gouvernance efficace pour priver les terroristes et leurs partisans criminels de la latitude nécessaire à leurs menées, et pour les traduire en justice.

##### **A. Prévenir et combattre l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme**

29. Il est crucial d'enrayer la propagation de l'extrémisme violent si l'on entend réduire la menace du terrorisme à long terme. C'est aussi l'un des défis les plus complexes pour les gouvernements et les sociétés dans leur ensemble. Des efforts soutenus, multidimensionnels et contextualisés sont nécessaires pour que les femmes, les hommes, les filles et les garçons ne se tournent pas vers le terrorisme du fait d'une condamnation, des circonstances ou de pressions.

30. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont souligné cet impératif et recommandé de privilégier une série de domaines prioritaires, tels que le règlement non violent des conflits, l'éducation et la lutte contre la propagande terroriste. Ils ont insisté sur la nécessité d'impliquer une multiplicité d'acteurs, notamment les jeunes, les femmes, les familles, la société civile, les chefs religieux et culturels et les communautés locales. Le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent énonce des recommandations supplémentaires de grande portée, qui s'inscrivent dans le cadre de la Charte des Nations Unies et de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, que l'Assemblée a invité les États Membres à envisager de mettre en œuvre, selon leurs priorités et leur situation particulières, avec le soutien de l'Organisation.

31. Le système des Nations Unies s'efforce de répondre à la multiplication des demandes d'aide émanant des États Membres et des organisations régionales qui font le choix stratégique de privilégier la prévention. Il faut accorder plus d'attention à la promotion d'approches inclusives qui tiennent compte de l'âge, du sexe et des contextes locaux. Les efforts doivent passer de stratégies et politiques nationales à une action coordonnée et efficace sur le terrain. Une efficacité accrue suppose davantage d'innovations, comme le recours à l'analyse comportementale, au sport ou à la collaboration avec l'industrie du divertissement, ainsi que des données et des évaluations empiriques. Ces efforts doivent également s'inscrire dans l'action menée en faveur du développement durable, du programme de pérennisation de la paix et de la réalisation des droits humains. Cette approche globale offrira un paradigme plus positif, plus inclusif et plus durable, où les jeunes et les communautés sont responsabilisés et considérés comme des partenaires dans lesquels investir plutôt que comme des groupes à risque, et où ce sont les forces de chacun et chacune et la

cohésion sociale face à l'attrait de la violence qui sont renforcées, plutôt que de privilégier uniquement les vulnérabilités.

## **B. Défendre les droits et les besoins des victimes du terrorisme**

32. L'amélioration du sort des enfants et des victimes de la violence sexuelle et de la violence de genre devrait être au cœur de la lutte globale contre le terrorisme. Il est fondamental de défendre leurs droits et de répondre à leurs besoins pour restaurer leur dignité, rejeter la déshumanisation inhérente au terrorisme et renforcer la résilience sociale. La dynamique créée au cours des deux dernières années en faveur du soutien aux victimes est encourageante, et repose notamment sur l'adoption de la résolution 72/165 de l'Assemblée générale sur la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme, et de la résolution 73/305 sur le renforcement de la coopération internationale en matière d'aide aux victimes du terrorisme. Ces résolutions et la création d'un groupe des amis des victimes du terrorisme entre les États Membres<sup>4</sup> sont des mécanismes clés qui renforcent nos efforts collectifs pour donner un visage aux victimes et progresser vers la justice.

33. Il reste toutefois encore beaucoup à faire pour soutenir les victimes, ce qui demeure une priorité pour le système des Nations Unies. Il est nécessaire d'axer davantage les politiques nationales de prévention et de lutte contre le terrorisme sur les victimes et de mettre l'accent sur le rôle de celles-ci dans la prévention. Le cadre réglementaire relatif aux victimes et la protection de leurs droits dans les systèmes juridiques nationaux doivent être renforcés. Pour surmonter leur traumatisme et réussir leur réadaptation, les victimes doivent être entendues et soutenues.

34. Le premier Congrès mondial des victimes du terrorisme, qui se tiendra le 30 juin 2020, au cours de la deuxième Semaine de la lutte contre le terrorisme à l'Organisation des Nations Unies, permettra aux États Membres de mieux s'informer sur les expériences et les besoins des victimes et sur la manière de les prendre en considération en appliquant la résolution 73/305 de l'Assemblée générale. Il sera également l'occasion pour l'Organisation de tracer la voie à suivre pour renforcer l'action en faveur des droits des victimes et de leurs besoins.

## **C. Renforcer l'état de droit, le respect des droits de l'homme et les approches tenant compte des questions de genre**

35. Le système des Nations Unies doit plaider plus vigoureusement encore et de toute urgence en faveur de la protection et de la promotion de l'état de droit et des droits de l'homme comme fondement de l'activité antiterroriste. Le sentiment que des compromis sont faits entre sécurité et droits de l'homme persiste et peut alimenter les griefs, favorisant la propagande et la stratégie terroristes et propageant ainsi la radicalisation.

36. Les mesures antiterroristes, lorsqu'elles sont appliquées de manière arbitraire, inutile ou disproportionnée, contribuent au rétrécissement de l'espace civique. Elles exposent à des menaces, à des restrictions illégales et à d'autres violations les acteurs mêmes de la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme, dont l'aide est nécessaire pour lutter contre les conditions propices au terrorisme. Dans certains cas, en particulier dans les situations de conflit armé, les mesures antiterroristes ont un effet négatif sur l'action humanitaire fondée sur des principes,

---

<sup>4</sup> Coprésidé par l'Afghanistan et l'Espagne.



aggravant la vulnérabilité des personnes en détresse et faisant le jeu de la propagande terroriste.

37. Collectivement, il est nécessaire de trouver de nouveaux moyens de relever ces défis d'une manière qui réaffirme la légitimité des États Membres et renforce la confiance des citoyens dans les institutions de l'État. Un cadre juridique et politique solide et transparent qui définisse les responsabilités conformément à l'ensemble des obligations juridiques internationales est essentiel pour lutter efficacement contre le terrorisme. À cet égard, le renforcement des capacités du secteur judiciaire et des parlements est une priorité. Le système des Nations Unies s'est engagé à protéger et à promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans le cadre des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Un engagement et des ressources adéquates sont également particulièrement nécessaires pour les projets qui ont une incidence sur le terrain.

38. Cela s'applique en particulier à la protection des droits humains des femmes. Dans mon dernier rapport sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2019/800), j'ai souligné les conséquences disproportionnées et dévastatrices du terrorisme sur les droits et la capacité d'action des femmes et des filles, qui mine la résilience globale des communautés. La misogynie et le caractère fallacieux des soi-disant normes de genre qui sous-tendent la propagande, les tactiques et les objectifs des terroristes, et la violence de genre qui souvent les accompagne, doivent être mieux comprises et combattues de manière spécifique.

#### **D. Renforcer la sécurité des frontières et des voyages**

39. Les terroristes continuent à exploiter les failles en matière de sécurité et de gestion des frontières, en particulier des frontières qui sont éloignées, difficiles d'accès et peu peuplées. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés quant au renforcement de la sûreté aérienne, de nombreux États Membres sont confrontés à de graves problèmes de gestion des frontières terrestres et maritimes. Cela permet aux terroristes et aux criminels, parfois de concert, de voyager et de se livrer au trafic de migrants et à la contrebande, notamment d'armes, de drogues, de ressources naturelles et d'objets culturels.

40. Le renforcement des capacités des États Membres en matière de sécurité et de gestion des frontières afin d'assurer un contrôle efficace reste une priorité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et va de pair avec la facilitation des mouvements légitimes des personnes et des biens nécessaires à l'épanouissement des sociétés. Une coopération et des investissements solides sont nécessaires pour développer des cadres juridiques et politiques, des normes et des infrastructures compatibles entre eux et pour former le personnel concerné.

41. Aider les États Membres à améliorer leurs capacités d'utiliser les outils et les bases de données d'INTERPOL, les informations préalables sur les passagers et les dossiers passagers constitue, tout comme l'utilisation responsable de la biométrie et des listes de surveillance, une priorité cruciale du Programme de lutte contre les déplacements des terroristes dirigé par le Bureau de lutte contre le terrorisme. De même, des efforts continus sont nécessaires pour aider les États Membres à mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes, qui est un multiplicateur de risque et un rouage essentiel de la violence.

## **E. Répondre à l'évolution rapide des menaces et à l'utilisation à mauvais escient des nouvelles technologies**

42. Les nouvelles technologies constituent de nouveaux outils pour lutter contre le terrorisme et promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, que les Nations Unies peuvent aider les États Membres à exploiter collectivement et de manière responsable, conformément au droit international. Il est tout aussi nécessaire de changer radicalement la manière dont la communauté internationale se tient informée des menaces naissantes liées à l'utilisation des nouvelles technologies à des fins terroristes, et sa manière d'y réagir.

43. La sensibilisation aux principaux problèmes, le partage des bonnes pratiques et le renforcement des capacités techniques des législateurs, des organismes responsables de la réglementation et des praticiens contribueraient à parer à la menace que représente l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) par les terroristes. En retour, cela permettrait de remédier aux vulnérabilités existantes ou potentielles en facilitant l'adoption d'une législation plus efficace, en intensifiant la coopération, en améliorant les enquêtes (par exemple, la gestion des preuves électroniques) et en créant des équipes d'intervention rapide dans le domaine informatique.

44. Alors que l'industrie mondiale des TIC est soumise à une pression publique croissante visant à empêcher les terroristes d'exploiter les technologies, de nombreuses petites et moyennes entreprises ne disposent pas des ressources nécessaires pour relever ce défi complexe et en constante évolution. Pour garder une longueur d'avance, il faut établir des partenariats stratégiques dans le secteur privé et avec lui, notamment en s'engageant, par exemple, avec le Forum mondial Internet pour la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'avec la société civile.

45. Les technologies nouvelles et émergentes, telles que la biologie synthétique, l'intelligence artificielle, l'impression tridimensionnelle (également appelée fabrication additive) et les systèmes d'aéronef non habité ajoutent des dimensions nouvelles au risque que représentent les matières explosives et chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Elles réduisent les obstacles à l'accès aux armes et aux technologies interdites et livrent de nouvelles méthodes pour perpétrer des attaques terroristes. L'atténuation de ces menaces reste essentielle.

## **F. Lutter contre le financement du terrorisme et son lien avec le crime organisé**

46. Alors que les attaques isolées perpétrées par des individus agissant seuls sont souvent peu coûteuses, les réseaux mondiaux tels que l'EIIL et Al-Qaida ont besoin d'un financement considérable pour poursuivre leurs opérations. Les terroristes collectent des fonds auprès de sources dont la liste va en s'allongeant et trouvent sans cesse de nouvelles méthodes pour générer des revenus – allant de l'esclavage à l'extorsion en passant par l'enlèvement contre rançon, l'investissement commercial et le trafic.

47. Les nouvelles technologies, comme les cryptomonnaies et les systèmes de paiement par téléphone mobile, offrent aux terroristes des moyens nouveaux et faciles de déplacer de l'argent, sauf à ce qu'il soit efficacement paré aux risques. Les liens entre le terrorisme et la criminalité organisée sont également de plus en plus préoccupants, comme le Conseil de sécurité l'a relevé dans sa résolution [2482 \(2019\)](#). La manière exacte dont les terroristes collectent des fonds ou se font les complices de groupes criminels organisés pour servir leurs objectifs varie d'un endroit à l'autre.

48. L'élimination du financement du terrorisme est cruciale au regard du démantèlement des groupes terroristes. Outre les résolutions du Conseil de sécurité et la désignation des terroristes par l'Organisation, les recommandations du Groupe d'action financière servent de normes pour une approche fondée sur le risque afin de protéger les systèmes financiers contre une utilisation à des fins terroristes. Toutefois, une mise en œuvre plus efficace par les États Membres et une action multipartite sont nécessaires pour garantir que les mesures de lutte contre le financement du terrorisme n'ont pas de répercussions négatives sur l'inclusion financière et sur les espaces civique et humanitaire. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2462 (2019), a enclenché une dynamique accrue en faveur de mesures concrètes, et demandé au système des Nations Unies de resserrer la coordination en vue de dispenser aux États Membres qui en font la demande une assistance technique intégrée concernant les mesures de lutte contre le financement du terrorisme.

## **G. Protéger les infrastructures critiques et les cibles vulnérables**

49. Le ciblage de lieux symboliques, en particulier les sites religieux, et de lieux où les gens se rassemblent en grand nombre, notamment les marchés, les écoles, les lieux de divertissement, les pôles de transport et les grandes manifestations, s'intensifie, ce qui répand la peur et divise les communautés. Les États Membres doivent se préparer à l'éventualité d'attaques terroristes contre des infrastructures critiques et des cibles vulnérables.

50. Comme le recommande le Conseil de sécurité dans sa résolution 2341 (2017), des stratégies globales doivent être mises en œuvre pour protéger les infrastructures critiques. Cela s'applique aux infrastructures liées aux matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et aux cibles vulnérables. Une coopération étroite entre les différentes parties prenantes est nécessaire au sein et en dehors des gouvernements, notamment avec les propriétaires ou les opérateurs du secteur privé et les communautés concernées, afin de remédier aux vulnérabilités et d'élaborer des plans d'urgence pour la réaction initiale et la reprise après le sinistre. La coopération internationale, régionale et transfrontalière est essentielle pour gérer les interdépendances et partager les compétences et les ressources. Le système des Nations Unies se mobilise pour contribuer à la diffusion des bonnes pratiques et offrir une assistance technique. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a entrepris de lancer un programme mondial qui étayera, entre autres, le Plan d'action des Nations Unies pour la protection des sites religieux coordonné par l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies.

## **H. Garantir le respect du principe de responsabilité, la réinsertion et la réintégration, y compris dans le cas des combattants terroristes étrangers et des personnes à leur charge**

51. Aider à renforcer les capacités des États Membres en matière de répression et de justice pénale et encourager l'entraide judiciaire dans le cadre de l'état de droit et des droits humains est une priorité essentielle de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies. Le nombre sans précédent de personnes qui ont rejoint ou tenté de rejoindre, de gré ou de force, les rangs de l'EIL et d'Al-Qaida et d'éléments qui leur sont affiliés en Iraq, en République arabe syrienne et ailleurs, ainsi que de ceux qui les soutiennent, constitue un enjeu majeur pour les États Membres. Les systèmes nationaux de justice pénale ont été invités à recueillir et à partager des éléments de preuve admissibles, y compris celles provenant du cyberspace, des champs de bataille et des enquêtes financières. Ils ont également été engagés à

garantir une justice pénale soucieuse des questions de genre et d'âge, à tenir compte du fait que les auteurs pourraient aussi être des victimes et à respecter les normes relatives aux droits de la défense et aux garanties d'un procès équitable.

52. Dans la lutte contre le terrorisme, l'incarcération ne peut pas être une fin en soi, et ne sera pas non plus toujours possible lorsque les preuves font défaut, ou souhaitable si l'on donne la priorité à l'intérêt supérieur des enfants concernés. La multiplication du nombre de personnes détenues en lien avec le terrorisme fait s'accroître le risque de radicalisation terroriste dans les prisons et de récidive à la libération. L'élaboration de programmes de réhabilitation et de réintégration, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons, est donc essentielle pour briser le cycle de la radicalisation, à l'instar de la prévention de la stigmatisation, notamment en associant la société civile à l'action menée auprès des personnes et des communautés touchées. L'assistance technique dans ce domaine doit être renforcée, s'appuyer sur les normes internationales existantes en matière de traitement des prisonniers et être ancrée dans le respect des droits de la personne, notamment le droit à la vie privée et la liberté de croyance.

53. Le cas des conjointes et conjoints et des enfants de combattant(e)s terroristes est particulièrement complexe. Les principes de la responsabilité pénale individuelle, la présomption d'innocence, le droit de recours et les normes et règles internationales pertinentes en matière de justice pour mineurs fournissent à la communauté internationale un cadre permettant de trouver une réponse. Les enfants doivent être traités avant tout comme des victimes et les États Membres sont les premiers responsables du rapatriement de leurs ressortissants. L'Organisation des Nations Unies est prête à aider les États Membres, guidée en cela par les principes clefs en matière de protection, de rapatriement, de poursuites, de réadaptation et de réintégration des femmes et des enfants ayant des liens avec des groupes terroristes inscrits sur les listes de l'ONU<sup>5</sup>.

## **V. Renforcer l'action menée par les Nations Unies**

54. Comme indiqué dans mon rapport sur la question ([A/73/866](#)), depuis la création du Bureau de lutte contre le terrorisme, que l'Assemblée générale a appuyée et qui a été ma première initiative de réforme, de solides progrès ont été réalisés ces dernières années dans la restructuration de l'architecture antiterroriste des Nations unies. Il s'agit maintenant de pérenniser l'action menée par les entités des Nations Unies en se fondant sur des priorités clairement définies, conformément aux attentes exprimées par les États Membres, et sur une mise en œuvre reposant sur des principes et bénéficiant d'un financement adéquat, qui tire parti des avantages comparatifs du système des Nations Unies pour favoriser une résilience institutionnelle et sociale face au terrorisme.

### **A. Dispositif des Nations Unies pour la lutte antiterroriste : passer de la réforme aux résultats**

55. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a mené à bien un processus interne de gestion du changement afin de mieux répondre aux attentes des États Membres, telles qu'elles sont énoncées dans la résolution [71/291](#) de l'Assemblée générale et les résolutions du Conseil de sécurité sur la question, et de s'acquitter de son mandat, au titre duquel il a encadré l'action de lutte contre le terrorisme, amélioré la coordination

---

<sup>5</sup> Les principes clefs sont énoncés à l'annexe V pour servir de référence éventuelle aux États Membres dans les activités qu'ils entreprennent.

et la cohérence de celle-ci, et aidé davantage les États Membres à renforcer leurs capacités.

56. Afin que ses activités soient plus efficaces, responsables et axées sur les résultats, le Bureau a amélioré sa structure et mis en place des procédures de contrôle interne ainsi que des directives générales (notamment pour ce qui est du suivi et de l'évaluation). Un comité d'examen des programmes et un groupe de gestion des programmes ont en outre été créés au sein du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Le Bureau a renforcé ses moyens d'action dans les domaines des droits de la personne, des questions de genre et de la participation de la société civile. Les activités de renforcement des capacités du Centre ont été réorganisées de manière à correspondre aux quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Deux nouvelles sections ont aussi été créées : l'une consacrée à la politique, à la gestion du savoir et à la coordination, l'autre aux projets spéciaux et à l'innovation. Par ailleurs, le Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme est désormais assisté d'un bras droit. Puisqu'il fait partie intégrante du Secrétariat, et donc de l'architecture de paix et de sécurité des Nations Unies, le Bureau est pleinement associé à l'examen des questions interdisciplinaires touchant l'ensemble de l'Organisation.

57. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a été créé par la résolution 71/291 de l'Assemblée générale. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui en est une structure à part entière, est son principal organe de renforcement des capacités et utilise à ce titre les accords relatifs aux contributions en vigueur pour exécuter son programme de travail. Comme l'a demandé l'Assemblée dans sa résolution 72/284, le Centre a présenté des rapports trimestriels sur ses activités, garantissant ainsi une pleine transparence à tous les États Membres à l'égard de ses travaux et programmes. On trouvera à l'annexe III du présent rapport de plus amples informations sur les travaux du Centre, notamment concernant l'organisation, au cours des deux dernières années, de 127 ateliers et de 38 manifestations parallèles, tables rondes, séminaires et exposés, qui ont réuni plus de 4 700 participants issus de 60 États Membres.

58. Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, lancé en décembre 2018, est désormais pleinement opérationnel et facilite la mise en œuvre équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il n'a cessé de se développer et compte actuellement 42 membres et observateurs, ce qui en fait l'un des plus grands cadres de coordination de l'Organisation. Le Comité de coordination du Pacte mondial a adopté son premier programme de travail commun et créé huit groupes de travail revitalisés dont les travaux sont alignés sur les quatre piliers de la Stratégie. Il travaille sous la direction stratégique du secrétariat du Bureau de lutte contre le terrorisme, dont il reçoit également l'appui.

59. Le Bureau de lutte contre le terrorisme, en particulier par l'intermédiaire du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, met actuellement en œuvre plus de 40 programmes de renforcement des capacités à l'intention de plus de 70 États Membres. En 2019, il a formé plus de 2 500 personnes et organisé 19 réunions d'experts, 11 missions techniques, 29 manifestations de sensibilisation, 13 manifestations régionales thématiques et 6 conférences régionales de haut niveau. Cela n'aurait pas été possible sans le soutien des donateurs au fonds d'affectation spéciale pour la lutte antiterroriste, au premier rang desquels se placent les Pays-Bas, le Qatar, l'Arabie saoudite et l'Union européenne<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> On trouvera à l'annexe IV une liste complète des États Membres et des observateurs permanents des Nations Unies contribuant au fonds d'affectation spéciale pour la lutte antiterroriste.

60. Il convient toutefois de rappeler que dans sa résolution 71/291, l'Assemblée générale a évoqué la nécessité de veiller à ce que le Bureau de lutte contre le terrorisme soit doté de suffisamment de moyens et de ressources pour mener à bien les activités prescrites par son mandat. Plus de 95 % des ressources financières du Bureau proviennent de contributions volontaires, ce qui n'est pas viable. C'est pour cette raison que 28 États Membres se sont exprimés en faveur d'une augmentation du montant des ressources allouées au Bureau au titre du budget ordinaire.

61. Après deux ans d'existence, le Bureau continue de consolider ses activités, en dirigeant l'action de lutte contre le terrorisme du système des Nations Unies et en accordant la priorité à l'aide au renforcement des capacités des États Membres qui en font la demande. Il étudie la possibilité de déplacer sur le terrain les équipes de New York chargées des programmes et des projets afin de se rapprocher des bénéficiaires, ce qui permettrait d'accroître la coordination et la cohérence des activités des Nations Unies, d'exécuter les programmes de manière plus efficace et efficiente et d'optimiser ainsi les fonds qui y sont consacrés.

62. Une des options à envisager pour faire en sorte que l'aide des Nations Unies sur le terrain soit pleinement intégrée consisterait à établir au niveau régional des points focaux de lutte contre le terrorisme, qui travailleraient sous la direction du Comité de coordination du Pacte mondial. Ils pourraient être chargés, dans leurs régions respectives, de coordonner l'aide apportée par l'ONU au renforcement des capacités. Ils pourraient également avoir pour tâche de renforcer les liens avec les acteurs nationaux de la lutte contre le terrorisme et de coordonner les activités avec les organes régionaux et les autres organismes d'aide.

## **B. Pérenniser la coopération multilatérale en matière de lutte contre le terrorisme**

63. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme. L'Organisation s'impose plus que jamais comme un acteur essentiel de la lutte contre ce fléau mondial, puisqu'elle facilite le dialogue, la coopération et les partenariats entre les États Membres, les organisations régionales et la société civile, leur permettant ainsi de former un front uni. Je mise en priorité sur ce pouvoir fédérateur, unique au monde.

64. Dans le cadre du suivi de la première Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, le Bureau de lutte contre le terrorisme s'est associé aux États Membres intéressés pour organiser une série de conférences régionales de haut niveau visant à maintenir la dynamique en échangeant des informations, des données d'expérience et des ressources, et en étudiant les possibilités de partenariats sur les questions qui occupent le plus les États Membres en matière de lutte contre le terrorisme. Les gouvernements du Belarus, des Émirats arabes unis, de la Hongrie, du Kazakhstan, du Kenya, du Tadjikistan et de Trinité-et-Tobago, auxquels se sont joints la Mongolie et la Suisse en tant que membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, se sont associés à l'ONU pour organiser des conférences régionales, avec la participation de la société civile. Les comptes rendus de ces conférences viendront enrichir la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, qui se tiendra les 1er et 2 juillet 2020 sur le thème « Renforcer la résilience institutionnelle et sociale face au terrorisme », dans le cadre de la deuxième semaine de la lutte contre le terrorisme organisée à l'ONU et à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation.

### **C. Encourager les États Membres et les organisations régionales à prendre des mesures**

65. Les États Membres sont responsables au premier chef de la lutte contre le terrorisme et de la mise en œuvre équilibrée de tous les piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Le système des Nations Unies n'a pas pour mission de mettre ses moyens et ressources au service d'opérations antiterroristes, cependant les mandats et compétences des entités qui le composent viennent compléter l'action menée par les États Membres en incitant ces derniers à aborder la question de manière globale, sans se limiter au seul angle de la sécurité. Il fournit ainsi aux États Membres des évaluations stratégiques de la menace, les aide à repérer les lacunes en matière de capacités et de mise en œuvre et formule des recommandations sur l'assistance technique qu'il convient d'apporter pour y remédier, en tenant compte du cadre normatif élaboré par les États Membres et des enseignements et bonnes pratiques tirés de leur expérience.

66. Les organisations régionales sont des partenaires essentiels. Elles permettent de traduire les normes et les engagements pris à l'échelle mondiale en mesures régionales et nationales, tout en contribuant, grâce à leurs propres expériences et initiatives régionales, à enrichir et à stimuler l'action et le dialogue au niveau mondial. Conformément au mandat de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme continuent de collaborer étroitement avec les organisations et les forums régionaux et internationaux, tels que le Forum mondial de lutte contre le terrorisme et les organismes auxquels il a donné naissance, et de les appuyer. Les entités du Pacte mondial ont également formalisé des accords-cadres de coopération avec de nombreuses organisations régionales<sup>7</sup>, qui favorisent l'échange d'informations, le dialogue et une collaboration axée sur les activités, notamment celles qui sont menées dans le cadre des efforts conjoints de renforcement des capacités. Ces partenariats, qui nécessitent par ailleurs d'être financés de manière durable, devraient continuer à tirer parti des avantages comparatifs pour permettre aux États Membres d'appliquer efficacement toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

### **D. Fournir un renforcement des capacités ciblé et mobiliser des ressources**

67. À l'heure actuelle, l'essentiel de l'assistance que les États reçoivent pour lutter contre le terrorisme ne provient pas du système des Nations Unies, mais plutôt de dispositions adoptées bilatéralement par les États Membres. Néanmoins, les entités des Nations Unies fournissent aux États Membres qui en font la demande une aide hiérarchisée et coordonnée en matière de renforcement des capacités pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités et obligations en vertu du droit international. Des mécanismes de coordination efficaces ont été mis à l'essai parmi les donateurs, en consultation avec les bénéficiaires, pour mobiliser, allouer et synchroniser cette aide.

<sup>7</sup> Par exemple, depuis sa création en juin 2017, le Bureau de lutte contre le terrorisme a conclu des accords-cadres de coopération avec l'Union africaine, le Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes, la Communauté d'États indépendants, l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Il a également conclu un accord de coopération avec l'Organisation de la coopération islamique et a continué de collaborer avec plusieurs autres organisations régionales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Communauté des Caraïbes, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le Conseil de coopération du Golfe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Ceux-ci pourraient être étendus pour servir de point de liaison avec le système des Nations Unies et en particulier avec les entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme.

68. Le Pacte mondial a récemment mis sur pied un groupe de travail chargé de la mobilisation des ressources, du suivi et de l'évaluation, par l'intermédiaire duquel il élabore actuellement une méthode visant à généraliser l'utilisation des analyses et des évaluations de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme afin de définir l'appui à fournir aux États Membres qui en font la demande, conformément à la résolution 2395 (2017) du Conseil de sécurité. En outre, il met actuellement au point une méthode commune de suivi et d'évaluation qui permettra de mieux mesurer les résultats des projets du système des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme. Comme je l'ai suggéré dans mon rapport (A/73/866), cette nouvelle façon de procéder pourra se concrétiser ultérieurement par l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux ou régionaux adaptés concernant le renforcement des capacités, qui seraient convenus entre le Pacte mondial et les États Membres qui en font la demande. Ces plans pourraient inclure une série d'activités d'assistance technique permettant de répondre aux besoins les plus pressants, et proposer des produits et des résultats clairs pour en mesurer les progrès. Ils pourraient également servir à mobiliser des ressources et à coordonner les activités avec d'autres prestataires d'assistance et organisations régionales.

69. De même, le Bureau a renforcé ses procédures de gestion de projet en y intégrant des consultations systématiques avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, en consolidant la coordination avec d'autres entités du Pacte mondial et en adoptant des pratiques de suivi et d'évaluation plus solides. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, intégré au Bureau, a élargi son champ d'action et son portefeuille de projets en mettant sur pied des programmes moins nombreux mais plus ambitieux. Le Centre exécute actuellement 40 programmes et projets de renforcement des capacités aux niveaux mondial, régional et national, qui s'inscrivent dans la mise en œuvre des quatre piliers de la Stratégie et dont 71 États Membres sont bénéficiaires. On trouvera à l'annexe III des informations sur le Centre, qui viennent compléter ses rapports publics trimestriels et annuels<sup>8</sup>.

70. Conformément à leurs mandats, les entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme aident les États Membres à appliquer les principales résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur la lutte contre le terrorisme. Cependant, l'application de certaines résolutions demeure inégale, en particulier celles qui exigent des États Membres qu'ils disposent de capacités techniques ou de moyens importants. Ces derniers voudront peut-être demander au système des Nations Unies de recentrer son action et son aide au renforcement des capacités afin d'appeler l'attention sur les résolutions du Conseil ou de l'Assemblée dont l'application n'avance que lentement ou rencontre encore des problèmes majeurs et d'assurer leur mise en œuvre. Par exemple, le Bureau de lutte contre le terrorisme dirige des initiatives interinstitutions de renforcement des capacités de grande envergure pour répondre aux priorités qui ont été définies à l'issue d'un travail de coordination étroit avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Ces initiatives comprennent le programme phare visant à lutter contre les déplacements des terroristes, le renforcement du rôle des parlements pour prévenir et combattre le terrorisme, la protection des cibles vulnérables, notamment les sites religieux et les grandes manifestations sportives, la lutte contre le financement du terrorisme, et les stratégies visant à poursuivre en justice les combattants terroristes étrangers et à assurer leur réadaptation et leur réintégration.

<sup>8</sup> Voir [www.un.org/counterterrorism/cct](http://www.un.org/counterterrorism/cct).



71. Tôt ou tard, cependant, le système des Nations Unies aura besoin de ressources financières durables et prévisibles pour répondre aux attentes des États Membres. Utilisant le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme comme mécanisme, les entités des Nations Unies poursuivent leurs efforts conjoints de collecte de fonds : la publication par le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'appel pluriannuel consolidé pour la période 2019-2020, qui comprenait 60 projets émanant de 10 entités répartis entre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, a été une étape importante à cet égard. Les États Membres sont invités à répondre positivement à cet appel et à faire en sorte que ces efforts se poursuivent, en envisageant en particulier d'accroître les contributions qu'ils versent au système des Nations Unies pour lui permettre de les aider à mettre en œuvre le quatrième pilier de la Stratégie.

### **E. Associer la société civile et le secteur privé à l'action antiterroriste**

72. La société civile, dans sa diversité, peut, à plusieurs égards, aider les États Membres et l'ONU à lutter contre le terrorisme de manière plus efficace et plus globale. Les acteurs de la société civile détiennent des connaissances et des moyens particuliers pour agir sur le terrain, souvent issus de leur engagement local, de la crédibilité qu'ils inspirent à certains groupes et de leur accès aux personnes les plus touchées et les plus difficiles à atteindre. Les activités de promotion et de sensibilisation et les autres activités qu'ils mènent avec efficacité à travers le monde contribuent directement et indirectement à la mise en œuvre équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, notamment dans des domaines sensibles tels que la prévention de la radicalisation et du recrutement, la lutte contre les discours terroristes et la promotion de la réhabilitation et de la réintégration. Les États Membres se doivent donc d'appuyer les actions menées par la société civile en instaurant et en maintenant un climat qui leur soit favorable, y compris par la mise en place d'un cadre juridique qui protège et favorise les droits de la personne, notamment la liberté d'association, la liberté d'expression et le principe de non-discrimination. Dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, les États Membres et le système des Nations Unies gagneront à écouter, à encourager et, le cas échéant, à appuyer les acteurs de la société civile attachés aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies, et à nouer des partenariats avec eux.

73. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont constaté que la société civile pouvait contribuer à la lutte que mènent les États Membres contre le terrorisme, et ont encouragé sa participation. Dans sa résolution [72/284](#) sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'Assemblée générale a encouragé les entités du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme à collaborer davantage avec la société civile, dans la limite de leurs attributions, et à appuyer le rôle que celle-ci joue dans la mise en œuvre de la Stratégie. Tant au Siège que sur le terrain, les entités des Nations Unies collaborent déjà de manière étroite et variée avec la société civile, notamment avec des groupes de réflexion et des chercheurs. Par exemple, les organisations de la société civile ont participé activement à toutes les conférences régionales de haut niveau organisées par le Bureau de lutte contre le terrorisme, notamment dans le cadre de deux manifestations thématiques d'une journée chacune. Le Bureau élabore actuellement une stratégie visant à mobiliser la société civile, qui s'appuie sur les pratiques existantes et vient les compléter, et lui permettra d'exécuter pleinement son mandat. Des ressources adéquates seront nécessaires pour permettre à la société de civile de s'engager aux côtés du Bureau.

74. L'Assemblée générale a également demandé que le secteur privé prenne part aux activités visant à répondre aux différentes priorités de la lutte contre le terrorisme, notamment par des partenariats public-privé. Compte tenu de la vulnérabilité du

secteur privé face aux agissements des terroristes et à leurs conséquences, et de sa capacité à contribuer à l'action menée par les Nations Unies, en nature ou financièrement, le système des Nations Unies doit l'associer à son action antiterroriste de manière plus ciblée et concertée. Comme en témoigne l'appui qu'il apporte au Programme de développement durable à l'horizon 2030, le secteur privé a visiblement intérêt à empêcher les terroristes de nuire aux populations et de déstabiliser les économies.

## VI. Observations finales et recommandations

75. Le système des Nations Unies a accompli des progrès considérables pour mieux aider les États Membres à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, à appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à s'acquitter de leurs obligations en vertu du droit international. L'appui des États Membres à la réforme du dispositif des Nations Unies pour la lutte antiterroriste et leurs contributions volontaires ont largement permis à l'ONU de jouer un plus grand rôle dans la lutte contre le terrorisme. Dans ce passage de la réforme à l'action, les États Membres doivent honorer leur responsabilité première, s'engager pleinement et faire preuve d'une unité à toute épreuve afin de garantir une mise en œuvre durable, équilibrée et efficace des quatre piliers de la Stratégie.

76. Le rapport du Secrétaire général intitulé « Solutions concrètes sur les moyens d'évaluer les incidences de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les progrès accomplis par le système des Nations Unies dans sa mise en œuvre » (A/73/866) présente à l'Assemblée générale une série d'options à étudier lors du septième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies concernant les moyens d'évaluer l'impact de la Stratégie et les progrès accomplis par le système des Nations Unies pour aider les États Membres à la mettre en œuvre. Les États Membres pourront également s'inspirer du présent rapport pour réfléchir aux moyens de hiérarchiser et de consolider l'action menée par les Nations Unies contre la menace changeante et multiforme du terrorisme, ainsi qu'à la manière dont ils peuvent y participer.

77. Les États Membres pourraient étudier les différentes manières dont ils peuvent collaborer avec le système des Nations Unies pour aller encore plus loin sur la voie de l'application intégrale de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Dans le même temps, il serait dans leur intérêt de définir leurs priorités mondiales en matière de lutte contre le terrorisme, de sorte que le système des Nations Unies puisse catalyser l'action et se concentrer sur les objectifs les plus importants, en favorisant la sensibilisation, l'amélioration de la coopération internationale, l'appui aux politiques et un renforcement des capacités adapté, tout en gardant à l'esprit le contexte local, la nature de la menace, la mobilisation nationale et régionale et les moyens dont disposent les pays et les régions. Les États Membres pourraient également continuer de s'associer à l'Organisation dans le cadre des conférences régionales de haut niveau existantes pour définir les priorités régionales et internationales.

78. Sans perdre de vue le fait qu'ils sont responsables au premier chef de la lutte contre le terrorisme, les États Membres pourraient, dans le cadre de l'action antiterroriste conjointe, envisager des moyens de tirer parti des avantages comparatifs, de créer des synergies et de déterminer la manière dont les gouvernements, le système des Nations Unies, les organisations régionales, la société civile et le secteur privé peuvent collaborer. Pour que le système des Nations Unies soit à même de déterminer clairement quel rôle il peut jouer dans la lutte contre le

terrorisme, il faut que l'action soit elle-même clairement définie et qu'elle réponde mieux aux attentes croissantes des États Membres, dans les limites des ressources disponibles.

79. Tandis que la menace du terrorisme persiste, la réponse collective de la communauté internationale consiste pour l'essentiel à prendre des mesures d'ordre sécuritaire et militaire, qui, bien qu'elles soient indispensables, n'endiguent le phénomène que sur le court terme. Face au terrorisme, il est recommandé aux États Membres de miser stratégiquement sur la prévention et sur une résistance institutionnelle et sociale durable. Ces derniers doivent privilégier des mesures de justice pénale fondées sur l'état de droit et les droits de la personne qui permettent d'empêcher les terroristes et les criminels qui les appuient de mener leurs activités, de voyager, de collecter des fonds et d'accéder à des armes, et doivent les traduire en justice. Comme indiqué dans le présent rapport, la coopération internationale est essentielle pour relever certains des défis les plus urgents et les plus complexes en matière de terrorisme. Les États Membres pourraient envisager des moyens de collaborer avec le système des Nations Unies pour mieux tirer profit des synergies fondamentales qui existent entre les programmes en faveur de la paix durable, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les initiatives de promotion et de protection des droits de la personne et de l'État de droit.

80. Les États Membres sont invités à envisager d'élaborer, à titre volontaire, des plans d'application nationaux et régionaux reposant sur les évaluations et les recommandations de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, telles qu'elles ont été acceptées par les États Membres concernés. Ces plans pourraient inclure, de manière hiérarchisée et coordonnée, les activités d'assistance technique à fournir ainsi que des produits et des résultats permettant de mesurer leur progrès et leur impact. Ils pourraient permettre d'intégrer des mesures de lutte contre le terrorisme dans des politiques nationales prioritaires plus vastes, de répondre aux besoins humanitaires et de protéger et promouvoir les droits de la personne et l'État de droit. Dans le même ordre d'idées, les États Membres pourraient appuyer les mesures visant à renforcer les capacités de l'ONU sur le terrain afin d'intégrer la lutte contre le terrorisme dans les activités de l'Organisation, en consolidant et en coordonnant la fourniture d'un appui au renforcement des capacités aux États Membres qui en font la demande. Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme pourrait être utilisé par le système des Nations Unies pour coordonner ces activités, lorsque cela est possible.

81. Les États Membres pourraient envisager de fournir des ressources techniques et financières adéquates, prévisibles et durables pour asseoir l'action menée par les Nations Unies sur une base solide. Dans sa résolution 71/291, l'Assemblée générale a exprimé la nécessité de veiller à ce que le Bureau de lutte contre le terrorisme soit doté de suffisamment de moyens et de ressources pour mener à bien les activités prévues par son mandat. Le système des Nations Unies continue de s'appuyer sur les contributions volontaires pour répondre à des attentes toujours plus importantes. Or, les États Membres pourraient envisager de financer le fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre le terrorisme, en accordant la priorité à l'appui aux projets et activités interinstitutions, et de créer des guichets de financement spécialisés, notamment à l'appui du quatrième pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, afin d'en favoriser une mise en œuvre équilibrée et de permettre une collaboration plus étroite avec la société civile et le secteur privé.

82. Bien que relativement récent, le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme a démontré qu'il était possible d'assurer une planification et une programmation coordonnées, comme le souhaitaient les États Membres. Pour parvenir à une meilleure efficacité et créer plus de synergies, il faudrait que le

portefeuille des projets de renforcement des capacités antiterroristes des Nations Unies soit mieux adapté aux nouvelles menaces et réponde davantage aux priorités et aux besoins que les évaluations de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont permis de dégager en matière d'assistance technique.

83. L'action menée par les Nations Unies pour lutter contre le terrorisme ne peut qu'être complémentaire des mesures que prennent les États Membres, et devrait s'ajouter à celle que mènent d'autres acteurs et tirer parti des avantages comparatifs pour obtenir les meilleurs résultats possibles. En ce soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, il convient de noter que la force du système des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme réside dans son mandat normatif universel, son pouvoir fédérateur, sa portée mondiale et son expertise multidimensionnelle. Ces atouts doivent être pleinement exploités pour promouvoir et favoriser une action fondée sur des principes et une coopération internationale et multipartite plus forte.

---

**Annexes\*****Annex I**  
**Supplementary information: development of the normative and legal framework**

1. The 19 international legal instruments consist of: Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, 1963; Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, 1970; Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, 1971; Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, 1988; Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents, 1973; International Convention against the Taking of Hostages, 1979; Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, 1980; Amendment to the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, 2005; Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation, 1988; Protocol to the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation, 2005; Protocol for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Fixed Platforms Located on the Continental Shelf, 1988; Protocol to the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Fixed Platforms located on the Continental Shelf, 2005; Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection, 1991; International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings, 1997; International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism, 1999; International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism, 2005; Convention on the Suppression of Unlawful Acts Relating to International Civil Aviation, 2010; Protocol Supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, 2010.

2. Although the General Assembly adopted a number of terrorism-related resolutions and declarations in the past, an important milestone was the 1994 Declaration on Measures to Eliminate International Terrorism ([A/RES/49/60](#)). Following a report by my predecessor in May 2006, “Uniting against Terrorism: recommendations for a global counter-terrorism strategy”, the General Assembly arrived at a consensus resolution on “The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy” on 8 September 2006. The Strategy has been reviewed biennially since then. Additionally, the General Assembly has adopted more than 70 resolutions since 2006, which have addressed different aspects of terrorism, such as the protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism; the enhancement of international cooperation to assist victims of terrorism; the prevention of the acquisition by terrorists of radioactive materials and of weapons of mass destruction; as well as the mandates of specialized United Nations bodies, such as the United Nations Office of Counter-Terrorism ([A/RES/71/291](#)).

3. The Security Council initially used its sanctions regime to address terrorism, such as the 1999 adoption of resolution 1267 and 1269 aimed at the Taliban in Afghanistan and later, Al-Qaida and related groups. Subsequent Security Council resolutions such as resolutions 1373, 1540 and 1624, have strengthened the legal framework for preventing and combatting terrorism. Since 2013, the Council has enacted further resolutions, often invoking Chapter VII, to address new types of terrorist threats. These include, among others, resolution [2133 \(2014\)](#), which addressed the issues of kidnapping and hostage-taking by terrorists, and resolutions

---

\* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l’original et n’ont pas été revues par les services d’édition.

2170 (2014) and 2178 (2014) on suppressing the flow of Foreign Terrorist Fighters (FTFs), financing and other support to terrorist groups in Iraq and Syria.

4. Additionally, Security Council resolution 2178 (2014) addressed for the first time the need to counter violent extremism conducive to terrorism. Resolution 2195 (2014) called for international action to prevent terrorists from benefiting from transnational organized crime. Similarly, in 2015, the Council adopted resolution 2199 (2015), aimed to prevent terrorist groups in Iraq and Syria from benefiting from trade in oil, antiquities and hostages, and from receiving donations. Resolution 2242 (2015) outlined sweeping actions to improve implementation of its landmark women, peace and security agenda, covering its work on countering terrorism violent extremism conducive to terrorism. In resolution 2253 (2015), the Security Council expanded and strengthened its Al-Qaida sanctions framework to include a focus on the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) and outlined efforts to dismantle its funding and support channels. Resolution 2309 (2016) addressed the issue of terrorist threats to civil aviation.

5. Resolution 2341 (2017) outlined new measures to protect critical infrastructure, while resolution 2354 (2017) focused on countering terrorist narratives. In resolution 2370 (2017), the Security Council strengthened measures to prevent terrorists from acquiring weapons, while resolution 2379 (2017) addressed the accountability for crimes committed by ISIL in Iraq. resolution 2388 (2017) focused on disrupting human trafficking carried out by terrorist groups. Resolution 2396 (2017) addressed the evolving threat from foreign terrorist fighters through measures on border security, information-sharing and criminal justice. Resolution 2368 (2017) renewed and updated the 1267/1989/2253 ISIL and Al-Qaida Sanctions Regime and resolution 2395 (2017) renewed the mandate of the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate for a further four years, underscoring the importance of its strong cooperation with the newly established United Nations Office of Counter-Terrorism.

6. Security Council resolution 2462 (2019) called for enhanced international efforts to combat and criminalize the financing of terrorists and their activities. Resolution 2467 (2019) requested continued efforts to address the issue of trafficking in persons and its link with sexual violence in conflict and post-conflict situations committed by terrorist groups. Resolution 2482 (2019) focused on strengthening a global response to linkages between international terrorism and organized crime. Other key United Nations bodies, such as the ECOSOC and the Human Rights Council, also contributed to the Organization's work on counter-terrorism during this period.

## Annex II

### Supplementary information: activities of United Nations entities in support of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

1. Entities of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact (Counter-Terrorism Compact) actively work to promote the balanced implementation of the four pillars of the United Nations Global Counter Terrorism Strategy by Member States. The Secretariat received information from the following 25 entities for the preparation of the present report: the UN Office of Counter-Terrorism (UNOCT) and the UN Counter-Terrorism Centre (UNCCT); the UN Office on Drugs and Crime (UNODC), the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED), the ISIL/Al-Qaida Analytical Support and Sanctions Monitoring Team, the United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), the UN Office for Disarmament Affairs (UNODA), the Department of Political and Peacebuilding Affairs (DPPA), the Office of the Secretary-General's Special Adviser for the Prevention of Genocide, the UN Alliance of Civilizations (UNAOC), the UN Development Programme (UNDP), United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), the Department of Global Communications (DGC), the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), the UN Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women), the Office of the Secretary-General's Special Representative on Violence against Children, the Office of the Secretary-General's Special Representative on Sexual Violence in Conflict, the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, the Office of Legal Affairs (OLA), the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), the International Civil Aviation Organization (ICAO), the World Health Organization (WHO), the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), and the International Criminal Police Organization (INTERPOL).

2. This annex highlights a few additional activities carried out by the above entities and not reflected in the main body of the report.

#### **Pillar I: Measures to address conditions conducive to the spread of terrorism**

##### *Conflict prevention and resolution*

3. The United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA) has continued working with local communities across areas of the Mission's mandate, recognizing the importance of building a culture of peace and the particular role of young people in this regard. The United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) has continued to promote inclusive political dialogue and national reconciliation towards a united, stable and peaceful Iraq, which addresses the needs of marginalized groups. The United Nations Assistance Mission in Somalia (UNSOM) has supported the development and implementation of the National Strategy and Action Plan of Somalia for preventing and countering violent extremism. UNSOM has also given strategic policy advice on the disengagement, rehabilitation, and reintegration for Al-Shabaab combatants, who have defected from the group. The United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA) has helped reinforce the security and safe and humane custody of high-risk prisoners, which minimizes the risks of radicalization and violent extremism in prisons.

4. Through the UNDP-DPPA Joint Programme on Building National Capacities for Conflict Prevention, 49 Peace and Development Advisors globally supported a range of activities to help ensure that efforts to prevent violent extremism are conflict-sensitive.

*Preventing and countering violent extremism conducive to terrorism*

5. Under the strategic guidance of the Secretary-General's High-Level Action Group on Preventing Violent Extremism, the work of the UN system on preventing and countering violent extremism conducive to terrorism continues to be guided by a dedicated interagency working group within the framework of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact. UNCCT published in collaboration with the Working Group a Reference Guide on Developing National and Regional Plans of Action to Prevent Violent Extremism and has enhanced its efforts to facilitate "all-of-UN" support to requesting Member States and regional organizations for the development and implementation of such plans of action.

6. United Nations entities are providing support to Member States, upon their request, under all seven priority areas recommended by the UN Plan of Action to Prevent Violent Extremism. The Counter-Terrorism Compact has inventoried 60 projects aimed at fostering dialogue and conflict prevention; 88 focused on strengthening good governance, human rights and the rule of law; 42 related to engaging communities; 48 are focused on empowering young people; 21 that seek to increase gender equality and empower women; 85 that seek to improve education, skills development and employment facilitation; and 38 focused on strategic communications, the Internet and social media.

7. UNDP published in 2019 a guidance note designed to inform risk assessments of projects, programmes, and initiatives directly or indirectly related to the prevention of violent extremism, "A Toolkit for Design, Monitoring and Evaluation" to help ensure more evidence-based action, and a report on the gender dimensions of return, rehabilitation and reintegration. UNDP supported authorities and civil society in 34 countries at both local and national levels through integrated programming to understand and address the complex drivers of violent extremism and meet the needs of returnees and their families.

8. UNESCO continued to deliver activities globally to prevent violent extremism through education, youth empowerment, communication and information, and defending cultural heritage. Since 2015, UNESCO has been implementing about 200 related activities globally. For example, in Iraq, it launched the initiative "Reviving the spirit of Mosul", which aims at preventing violent extremism through an inclusive and integrated vision for recovery and reconstruction based on culture and capacity-building for the education system of Mosul. UNESCO has been implementing multisectoral programmes in nine countries of the Sahel to promote peace and sustainable development through education, developing teachers' capacities to nurture a culture of peace grounded in human rights, strengthening the life and labor skills of youth. UNESCO also implemented a joint project with UNCCT on "Preventing Violent Extremism through Youth Empowerment in Jordan, Libya, Morocco and Tunisia" to enhance local youth-driven initiatives.

*Promoting dialogue, tolerance and understanding*

9. The Secretary-General launched the United Nations Strategy and Plan of Action on Hate Speech on 18 June 2019, which set out concrete measures to enhance the efforts of the United Nations to support Member States in tackling the drivers of hate speech and responding to its devastating impact on societies, in collaboration with civil society, the private sector and other partners. They fully reflect international human rights norms and standards, including the right to freedom of opinion and expression.

10. On 12 September 2019, the Secretary-General launched the United Nations Plan of Action to Safeguard Religious Sites: in Unity and Solidarity for Safe and Peaceful



Worship. The Plan of Action provides concrete recommendations to support Member States in their efforts to ensure that religious sites are safe, that worshippers can observe their rituals in peace, and that the values of compassion and tolerance are fostered globally.

11. The UN Office on Genocide Prevention and the Responsibility to Protect has continued to support the implementation of the Plan of Action for Religious Leaders to Prevent Incitement to Violence that Could Lead to Atrocity Crimes, including through a programme on “Fostering Peaceful and Inclusive Societies: The Role of Religious Education”. The programme was piloted in Bangladesh and resulted in the launch in September 2019 of an interfaith curriculum for religious education to uphold the concepts of pluralism and respect for diversity.

#### *Countering terrorist narratives*

12. Through its global project “Preventing Violent Extremism through Strategic Communications”, UNCCT provided during the reporting period trainings on countering terrorist narratives and promoting alternative narratives through a series of workshops benefiting over 200 participants in South East Asia, East Africa, the Caribbean and the Middle East.

13. UNDP partnered with Facebook and Google to support young social influencers throughout Asia to create videos that promote social cohesion and demonstrate the consequences of terrorists’ misinformation, discrimination, and hate speech. To date, these #ExtremeLives, Digital Khichuri Challenge and Creators for Change videos have been viewed 38.7 million times.

14. Using its multilingual traditional and digital media platforms and the global network of UN Information Centres, DGC continued to raise global awareness of and support for non-violence, respecting human rights and promoting tolerance. DGC also produced multimedia news stories and features on efforts to counter terrorism, including interviews and podcasts.

15. UN-Women published a report in June 2018 entitled: “Empowerment or subjugation: an analysis of ISIL’s gendered messaging” that analyzed how ISIL recruitment campaigns oftentimes rely on gendered messages to attract both women and men.

16. CTED continued to support the “Tech Against Terrorism” initiative launched in 2017 to support the information and communications technology (ICT) industry in tackling terrorist exploitation of the Internet while respecting human rights. During the reporting period, Tech Against Terrorism prepared the upcoming launch of the Terrorist Content Analytics Platform (TCAP), which will be a secure online platform that hosts terrorist material, including verified terrorist content collected from open-sources and existing datasets.

17. UNICRI engaged with civil society in nine countries of the Sahel and Maghreb regions to develop and publish a preliminary report on practical, innovative and sustainable measures to help strengthen the resilience of local communities to terrorist narratives and recruitment. UNICRI also developed a tailored training and mentoring programme and empowerment activities for young leaders in Mali to foster resilience, develop alternative narratives, and enhance the role of youth as drivers of positive change.

#### *Preventing violence against women and girls*

18. UN-Women continued to highlight the role of women in preventing and countering violent extremism conducive to terrorism, the targeting of women’s human

rights by terrorist groups and the impact of counter measures on women's rights and women's organizations. Together with OHCHR, and under the auspices of the Counter-Terrorism Compact, UN-Women launched in September 2019 a Guidance Note on Gender Mainstreaming in Programmes to Prevent Violent Extremism. UN-Women also collaborated with CTED to conduct gender-sensitive research on the drivers of radicalization leading to terrorism among women and on the impacts of counter-terrorism strategies on women's human rights and women's organizations.

19. In January 2019, UNDP published a global study entitled "Invisible Women: Gendered Dimensions of Return, Reintegration and Rehabilitation", in response to a pressing need for action-oriented research that improves understanding of women's roles in reintegration and rehabilitation processes, and the work of women-led organizations in supporting these processes.

20. UNODC continued its efforts to mainstream gender perspectives, eliminate discrimination and strengthen respect for women's human rights across the investigation, prosecution and adjudication of terrorism cases. In May 2019, UNODC published a "Handbook on gender dimensions of criminal justice responses to terrorism". In 2018, UNODC launched a project on promoting the role of female Iraqi officials in countering terrorism.

## **Pillar II: Measures to prevent and combat terrorism**

### *Law enforcement and border control*

21. In February 2019, UNCCT launched a Global Border Security Management Programme to provide specialized capacity-building assistance, such as a training delivered in May in Kenya to build the capacity of front-line officers at international airports to address the threats posed by terrorists including foreign terrorist fighters, returnees and relocators.

22. The UN system continued to work with INTERPOL to expand access to its databases for law enforcement, border security and customs agencies through National Central Bureaus to reduce the cross-border movement of terrorists and their affiliates and address the threat posed by foreign terrorist fighters. UNCCT and INTERPOL collaborated to implement a project on "Enhancing Member State capacities to use social media to prevent and counter the Foreign Terrorist Fighters phenomenon" with a focus on South East Asia, South Asia, the Middle East and North Africa. The project resulted in the launch in November 2019 of a handbook on "Using the Internet and Social Media for Counter-Terrorism Investigations".

23. UNODA continued to support the efforts of Member States to prevent the acquisition of small arms and light weapons by terrorists and terrorist groups. The Third Review Conference of the UN Programme of Action on small arms and light weapons in June 2018 provided an opportunity for Member States to reaffirm that the illicit trade in small arms and light weapons in all its aspects undermines respect for international human rights law and aids crime, terrorism and illegal armed groups.

### *Protecting critical infrastructure and vulnerable targets*

24. In 2019, CTED in collaboration with INTERPOL and UNCCT organized two regional workshops for the Sahel/North Africa and the Horn of Africa on good practices for the development of strategies for the protection of critical infrastructure from terrorist attacks, making use of a Compendium of Good Practices developed with funding from UNOCT through the Counter-Terrorism Compact to help raise awareness of the requirements of Security Council resolution [2341 \(2017\)](#).

25. Since May 2018, UNCCT has been implementing capacity-building projects to protect critical infrastructure against terrorist cyber-attacks. From October to December 2019, UNCCT engaged with global youth through a “Cybersecurity Innovation Challenge to counter terrorist use of cyber-space”, which called upon young people across the world to form teams and submit practical ideas to counter terrorist exploitation of cyberspace and digital technologies.

*Countering the financing of terrorism and its linkage with organized crime*

26. Security Council resolution [2462 \(2019\)](#) on terrorism financing enabled CTED to strengthen its counter-financing of terrorism assessments by conducting targeted and focused follow-up visits and by issuing, in consultation with the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team of the ISIL and Al-Qaida Sanctions Committee, an annual thematic summary of gaps to assist in the design of tailored capacity-building programming by UN entities.

27. UNCCT partnered with the Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group to help implement a Regional Countering the Financing of Terrorism Operational Plan. UNCCT convened two sub-regional dialogues in Turkey and South Africa in 2019 on the implementation of the plan. In response to Security Council resolution [2462 \(2019\)](#), UNCCT developed a multi-year global programme on countering the financing of terrorism to enhance its coordination and capacity-building work in the area, including training on the non-profit sector, financial intelligence sharing, public-private partnerships, financial inclusion and cash couriers, in addition to freezing of assets.

28. Under its Global Programme against Money-Laundering, Proceeds of Crime and the Financing of Terrorism, UNODC continued to provide capacity-building assistance to Member States to combat the financing of terrorism, including Afghanistan, Eritrea, Kyrgyzstan, Morocco, Somalia, Tajikistan, and Uzbekistan. In 2018, UNODC hosted a first-ever event on women leaders in anti-money laundering and countering the financing of terrorism.

29. The UN system also continued to address the linkages between international terrorism and organized crime, in line with Security Council resolution [2482 \(2019\)](#). In 2019, CTED published a study on the linkages between human trafficking, terrorism and terrorism financing, entitled: “Identifying and Exploring the Nexus between Human Trafficking, Terrorism and Terrorism Financing”.

*Preventing and responding to CBRN and WMD attacks*

30. UNCCT launched a global programme to support Member States in the prevention, preparedness of and response to terrorist attacks employing CBRN weapons. UNCCT has for instance been implementing a pilot project in Iraq since November 2019 focused on raising awareness and knowledge of chemical and biological security.

31. WHO has established a Health Security Interface function to enhance internal preparedness and operational readiness in the case of deliberate CBRN attacks, with the objective of internal harmonization, establishing partnerships with stakeholders at all levels, and monitoring relevant scientific and technical developments. WHO also provided cross sectoral training courses to Member States and developed an assessment toolkit for national capacities to respond to CBRN events.

32. OPCW continued its programmes to support Member States to prevent and respond to an attack involving chemical weapons through the full and effective implementation of the Chemical Weapons Convention. This included providing training for border and customs officials to detect the illicit traffic of chemical

materials. In June 2018, OPCW convened a two-day Conference on Countering Chemical Terrorism that brought together counter-terrorism and chemical weapons experts.

33. UNODA continued to support the efforts of the Security Council's 1540 Committee and its Group of Experts to strengthen the implementation of Security Council resolution 1540 (2004) by Member States. It organized or supported more than 20 events during the reporting period, including three regional training courses for national 1540 Points of Contact that were held in Barbados, Ethiopia and the Russian Federation, a regional seminar for parliamentarians from the Asia-Pacific region, and a regional industry outreach event in Zambia.

34. UNODC conducted visits to Angola and Togo to promote universalization and effective implementation of the international legal instruments against nuclear terrorism. In June 2019, UNODC conducted a regional workshop in Panama for selected countries in Latin America and the Caribbean to promote universalization and effective implementation of three international legal instruments against nuclear terrorism.

**Pillar III: Measures to build States' capacity to prevent and combat terrorism and to strengthen the role of the United Nations system in this regard**

35. Through the Counter-Terrorism Compact, CTED and UNCCT published a *Compendium of Good practices for the Protection of Critical Infrastructure from Terrorist Attacks*, a *Compendium of Recommended Practices for the Responsible Use and Sharing of Biometrics in Counter-Terrorism*, and *Guidelines to Facilitate the Use and Admissibility as Evidence in National Courts of Information Collected, Handled, Preserved and Share by the Military to Prosecute Terrorist Offenses*, which are now used as tools for further capacity-building.

36. The Analytical Support and Sanctions Monitoring Team of the ISIL and Al-Qaida Sanctions Committee continued to supply regular threat assessment input to assist other entities of the Global Compact in their work. The Monitoring Team produced biannual reports on the threat from ISIL and Al-Qaida and provided threat assessments for the Secretary-General's reports, pursuant to Security Council resolution 2368 (2017), on the threat posed by ISIL to international peace and security and the range of UN efforts in support of Member States in countering the threat.

37. In order to provide renewed impetus to international counter-terrorism cooperation and to enhance the role of the United Nations in this regard, the Secretary-General convened on 28–29 June 2018 the first UN High-Level Conference of Heads of Counter-Terrorism Agencies of Member States. Building on this momentum, UNOCT organized in partnership with Member States a series of seven Regional High-Level Conferences during the reporting period to facilitate the sharing of information, experience and expertise on key counter-terrorism priorities:

- The Regional High-Level Conference on International and regional cooperation on countering terrorism and its financing through illicit drug trafficking and organized crime, held in Dushanbe, Republic of Tajikistan, on 16–17 May 2019;
- The Regional High-Level Conference on 'Whole-of-Society-Approach' to Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism, held in Ulaanbaatar, Mongolia, on 20–21 June 2019, in cooperation with the Organization for Security and Co-operation in Europe;
- The African Regional High-Level Conference on Counter Terrorism and the Prevention of Violent Extremism Conducive to Terrorism, held in Nairobi, Republic of Kenya, on 10–11 July 2019;

- The International High-Level Conference on Countering Terrorism through Innovative Approaches and the use of New and Emerging Technologies, held in Minsk, Republic of Belarus, on 3-4 September 2019;
- The Regional High-Level Conference on Prevention of Radicalization to Terrorism: Regional Policy Responses and Risk Mitigation, held in Budapest, Hungary, on 7-8 November 2019;
- The Regional High-Level Conference of Arab League Countries on Empowering Youth and Promoting Tolerance: Practical Approaches to Countering Terrorist Radicalization and Terrorism, held in Abu Dhabi, United Arab Emirates, on 18-19 December 2019;
- The Joint Regional High-Level Conference with the OSCE and Switzerland on Foreign Terrorist Fighters – Addressing Current Challenges, held in Vienna, Austria, on 11-12 February 2019.

38. UNCCT deployed Regional Programme Management Officers to West Africa and the Sahel, Central Asia and Southeast Asia to advance coordinated capacity-building efforts in the field. UNCCT also continued to support the implementation of the Integrated Assistance for Countering Terrorism (I-ACT) initiative for the Sahel, including by supporting the UN Emergency Task Force efforts in Burkina Faso.

39. UNOCT, UNODC and the Inter-Parliamentary Union launched and collaborated under a joint programme to strengthen the engagement of parliamentarians as law- and policy-makers and community leaders in international efforts to prevent terrorism and violent extremism conducive to terrorism. Regional conferences for national parliaments were convened in Cairo in February 2019 for the Middle East and North Africa, in Niamey in June 2019 for the Sahel and in Kuala Lumpur in October 2019 for the Asia-Pacific region.

40. UNODC continued to provide legal and capacity-building assistance to Member States for the ratification, legislative incorporation and implementation of the international legal instruments against terrorism. For example, UNODC implemented the third phase of its partnership with Nigeria, the European Union and CTED to strengthen criminal justice responses to terrorism and violent extremism, with a focus on supporting Nigeria to address the criminal justice challenges in the North-East of Nigeria. UNODC further supported the judicial and investigative units specialized in counter-terrorism of Burkina Faso, Mali and Niger. UNODC delivered technical assistance to countries in Eastern Africa to conduct intelligence-led investigations of terrorism cases including through stronger regional law enforcement cooperation. In Pakistan, UNODC, in close collaboration with the National Counter Terrorism Authority, delivered technical assistance to 600 criminal justice practitioners. A project on UN Security Council resolution [2396 \(2017\)](#) also supported countries in North Africa, South Asia and Central Asia to strengthen criminal justice responses to terrorism and foreign terrorist fighters.

41. The United Nations Investigative Team to Promote Accountability for Crimes Committed by Da'esh/ISIL (UNITAD) supported domestic efforts to hold ISIL accountable by collecting, preserving and storing evidence of war crimes, crimes against humanity and possible genocide committed by the group in Iraq. In the reporting period, UNITAD made progress in its three initial areas for investigation: attacks committed by ISIL against the Yazidi community in the Sinjar district in August 2014, crimes committed by ISIL in Mosul between 2014 and 2016; and the mass killing of unarmed Iraqi air force cadets from Tikrit Air Academy in June 2014.

42. UNCCT and UNODC collaborated under a joint global project launched in December 2018, in partnership with CTED, to provide technical assistance to

Kazakhstan, Tunisia and Uganda, for the management of violent extremist prisoners and the prevention of radicalization to violence in prisons. UNODC continued delivering support to high-security prisons in Kenya and Somalia to prevent radicalization to violence and support authorities managing violent extremist prisoners.

#### **Pillar IV: Measures to ensure the protection of human rights and the rule of law while combating terrorism**

##### *Protection of human rights*

43. The Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, appointed by the Human Rights Council, contributed in a cross-cutting way to all four pillars of the Strategy, including through participation in the Counter-Terrorism Compact, providing advice and recommendations to UN entities and Member States. During the reporting period, the mandate-holder conducted country visits to Belgium, France and Kazakhstan, published four thematic reports to the Human Rights Council ([A/HRC/37/52](#) and [A/HRC/40/52](#)) and the General Assembly ([A/73/361](#) and [A/74/335](#)), and contributed to various expert meetings. The Special Rapporteur also continued to gather, request, receive and exchange information on alleged violations of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism.

44. In June 2018, OHCHR launched the “Guidance to States on Human Rights-compliant Responses to the Threat Posed by Foreign Fighters”, developed through the Counter-Terrorism Compact, which provides concrete guidance to Member States in their efforts to implement Security Council resolutions [2178 \(2014\)](#) and [2396 \(2017\)](#). OHCHR also provided technical support to the G5 Sahel Joint Force (FC-GSS), including by supporting the establishment of a compliance framework consisting of concrete, systematic and mutually reinforcing measures and mechanisms to prevent, mitigate and address potential human rights and international humanitarian law violations and to reduce the risks of harm to civilians in the conduct of offensive military counter-terrorism operations.

45. The Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict focused on respecting the rights of victims of sexual violence committed by terrorist groups and ensuring rule of law responses to these crimes. The Office engaged with governments and stakeholders to promote constructive dialogue and capacity-building of Member States through the adoption of joint communiqués between Member States and the United Nations, which include provisions related to countering terrorism and violent extremism, for example with the Government of Mali in March 2019. Throughout the reporting period, the UN Team of Experts on the Rule of Law and Sexual Violence in Conflict continued to facilitate investigation and prosecution of sexual violence cases committed by members of ISIL in Iraq.

46. UNITAR developed training methodologies and delivered trainings to change mindsets and behaviors not only to support efforts to prevent and counter violent extremism conducive to terrorism but also to increase the respect for human rights and the rule of law while countering terrorism. For instance, UNITAR trained security forces in Mali to strengthen operational and tactical capacities of security forces in line with international humanitarian law, human rights law and principles in the protection of civilians.

47. UNCCT published in 2018 a handbook and pocketbook on human rights and screening in border security and management, developed in consultation with Counter-Terrorism Compact entities. In September 2019, UNCCT published a Handbook to support Member States in ensuring a human rights-based treatment of

children affected by the foreign-fighter phenomenon, including in relation to the requirements under Security Council resolutions [2178 \(2014\)](#) and [2396 \(2017\)](#). The handbook was developed in consultation with government experts, civil society and UN entities. UNODC made available to Member States a comprehensive training package on the treatment of children recruited and exploited by terrorist and violent extremist groups.

48. UNHCR worked closely with governments and other stakeholders to ensure that measures taken by Member States, international and regional bodies and other actors to counter terrorism are consistent with international legal obligations towards refugees and stateless persons. UNHCR issued guidance aimed at helping Member States deal with security concerns while maintaining vital standards of refugee protection. Through a range of activities, including the provision of training to border guards and immigration officials, UNHCR has helped to generate greater clarity in the management of irregular arrivals and facilitate an individualized and timely response to those who may constitute a security risk.

49. OCHA continued to support Member States' efforts to identify and better understand the consequences related to Security Council resolution [2462 \(2019\)](#) on terrorism financing, as it introduced unprecedented language urging Member States to take into consideration the potential consequences of counter-terrorism measures on humanitarian actors, including those measures that may relate to countering the financing of terrorism and its linkages with organized crime.

#### *Support for victims of terrorism*

50. In July 2018, UNCCT established a comprehensive Victims of Terrorism Support Programme to stand in solidarity with victims, better support and promote their rights and make their voices heard in order to contribute to resilience and prevention. UNCCT published a "Handbook of good practices to support victims' associations in Africa and the Middle East" to strengthen knowledge and understanding of how to support victims in such a way as to prevent violent extremism. A similar handbook for Asia will be launched in early 2020.

51. To generate public awareness of the needs and rights of victims of terrorism and promote their voices as powerful messengers of peace and tolerance, UNCCT and DGC produced a documentary series on Victims of Terrorism that profiles survivors from terrorist attacks and their efforts to transform their tragic experience into positive action. The latest documentary sharing the story of victims of Boko Haram from Cameroon and Nigeria was first screened in August 2019. The Victims of Terrorism Support Portal of the United Nations, which provides practical resources and information for victims, also serves as a platform to highlight the voices of victims through a multimedia section.

52. UNOCT, through the Global Compact, led the preparations for the observation on 21 August 2018 and 2019 of the International Day of Remembrance of and Tribute to the Victims of Terrorism, including a multimedia exhibit at the UN Headquarters in New York August 2018 and a photo exhibition in August 2019.

#### **Analysis of United Nations capacity-building activities in support of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy**

53. In paragraph 74 of its resolution [A/RES/72/284](#), the General Assembly underscored "the role, within the United Nations, of the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate, including in assessing issues and trends relating to the implementation of Security Council resolutions [1373 \(2001\)](#) of 28 September 2001, [1624 \(2005\)](#) of 14 September 2005 and [2178 \(2014\)](#), in accordance with its

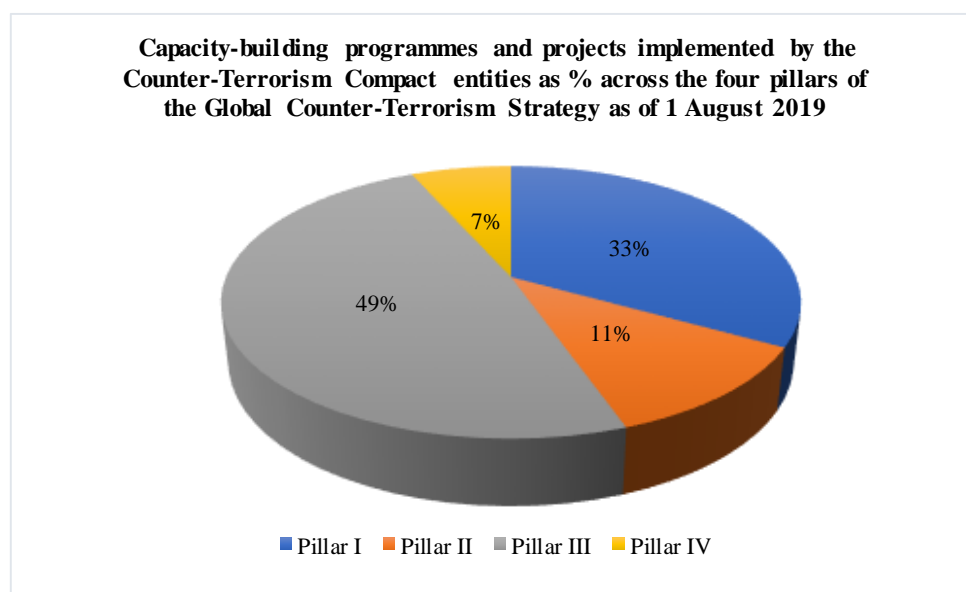
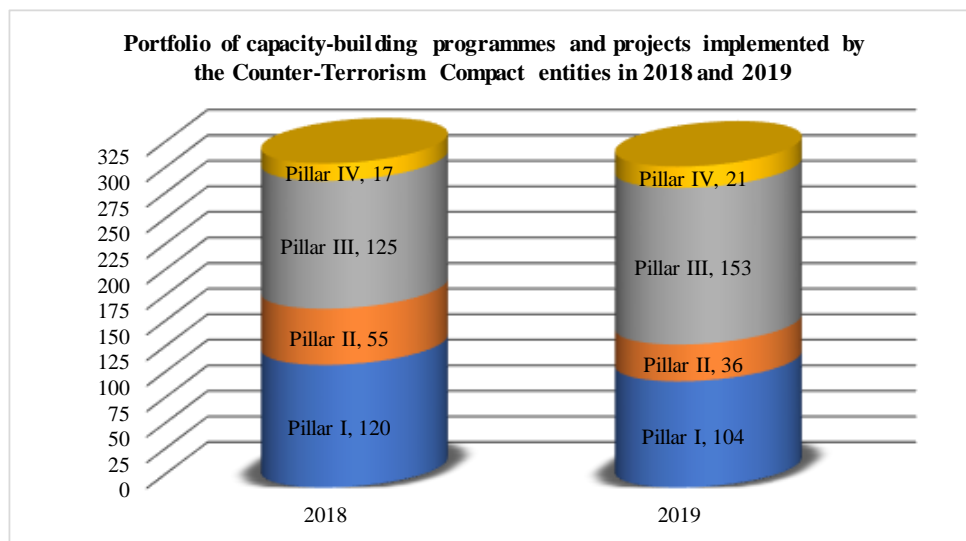
mandate and Council resolution [2395 \(2017\)](#) of 21 December 2017, and in sharing information, as appropriate, with relevant United Nations counter-terrorism bodies and relevant international, regional and subregional organizations”. The General Assembly also called “upon the Office of Counter-Terrorism, all other relevant United Nations funds and programmes, Member States, donors and recipients to use expert assessments and recommendations of the Directorate as they design technical assistance and capacity-building efforts, including in furthering the balanced implementation of the Strategy across all four of its pillars, except when requested by the assessed Member States to keep selected information confidential”.

54. In order to fulfil its mandate outlined above and achieve full visibility into relevant programmes, projects and activities, the Under-Secretary-General of UNOCT established in March 2019, within the framework of the Counter-Terrorism Compact, a Working Group on Resource Mobilization, Monitoring and Evaluation. The Working Group undertook a mapping of all the programmes, projects and activities implemented by the Counter-Terrorism Compact entities under the four pillars of the Global Counter-Terrorism Strategy. The objective of this exercise, carried out for the first time, was to review and evaluate the current portfolio of projects implemented by all Counter-Terrorism Compact entities and to determine overall responsiveness of the Counter-Terrorism Compact entities to the technical assistance needs identified by CTED as a result of its technical assessment missions, on behalf of the Counter-Terrorism Committee. On this basis, the Working Group, co-chaired by UNOCT, CTED and UNODC, intends to establish a baseline against which further developments, changes and progress will be reported to Member States.

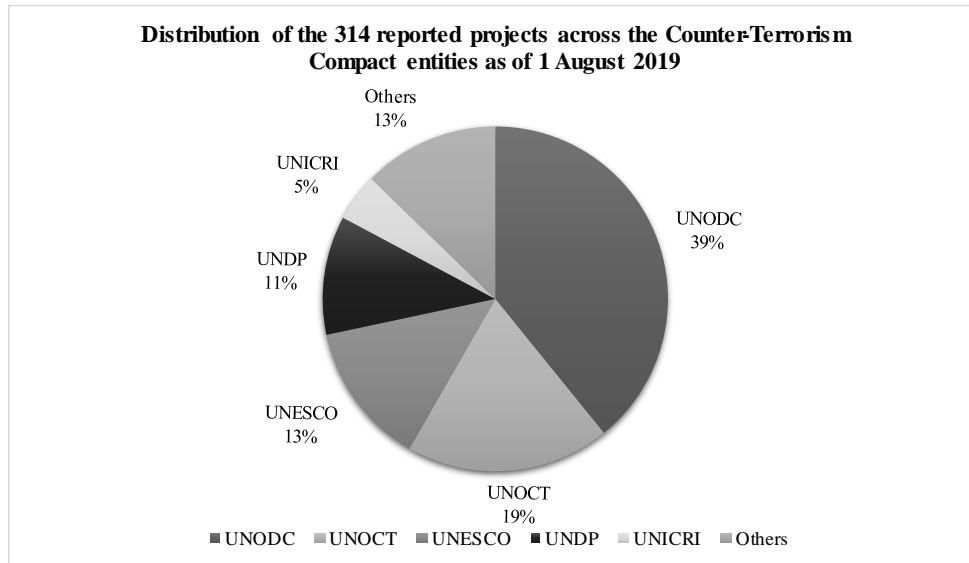
55. To facilitate information gathering, UNOCT worked closely with CTED to determine the optimal way for sharing with the Counter-Terrorism Compact entities the technical assistance needs identified. It was determined that during the period from 2016 to August 2019, CTED identified over 550 recommendations and corresponding technical assistance needs in countries where technical assessments were completed. All Counter-Terrorism Compact entities were requested to provide qualitative and quantitative data by organizing all their programmes and projects in accordance with the four pillars of the Global Counter-Terrorism Strategy; to define the scope of their projects as global, regional or country-specific; to update and reflect change in the status of their projects previously included in the Secretary-General’s report [A/72/840](#); to provide updates on ongoing and completed activities; to provide basic financial information, including overall budgets, available funding and shortfalls; and to demonstrate the link of their programmes and projects to technical assistance needs identified by CTED. Entities were also requested to indicate whether projects with a budget shortfall had been included in the 2019–2020 Multi-Year Appeal.

56. By August 2019, Counter-Terrorism Compact entities were implementing 314 projects compared to 317 projects in 2018. Out of the 314 projects, 33% fall under Pillar I, 11% fall under Pillar II; 49% fall under Pillar III and 7% fall under Pillar IV.

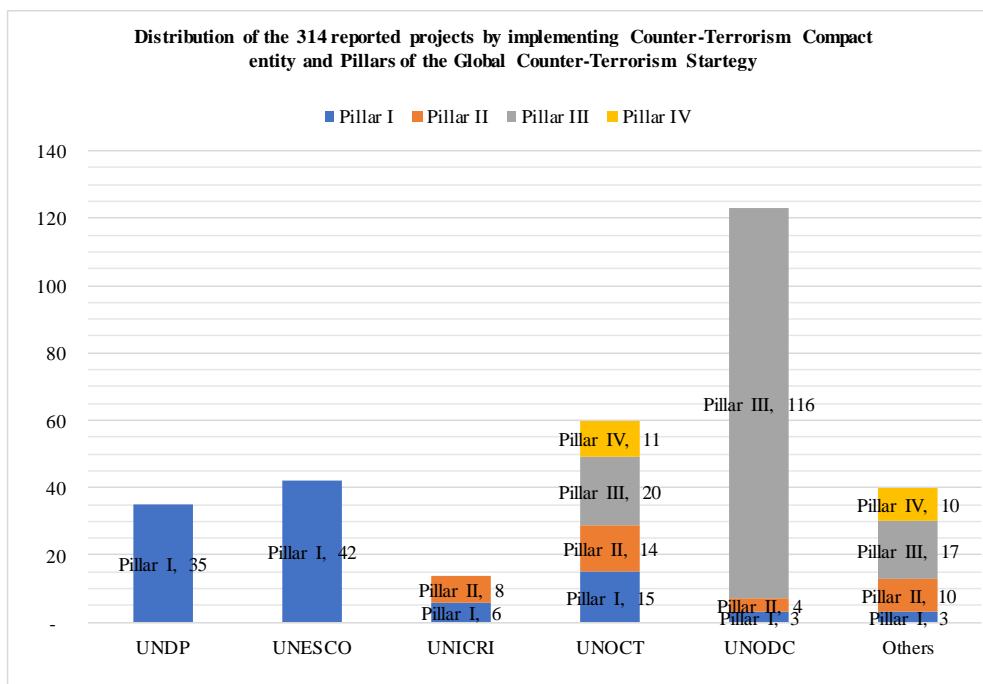




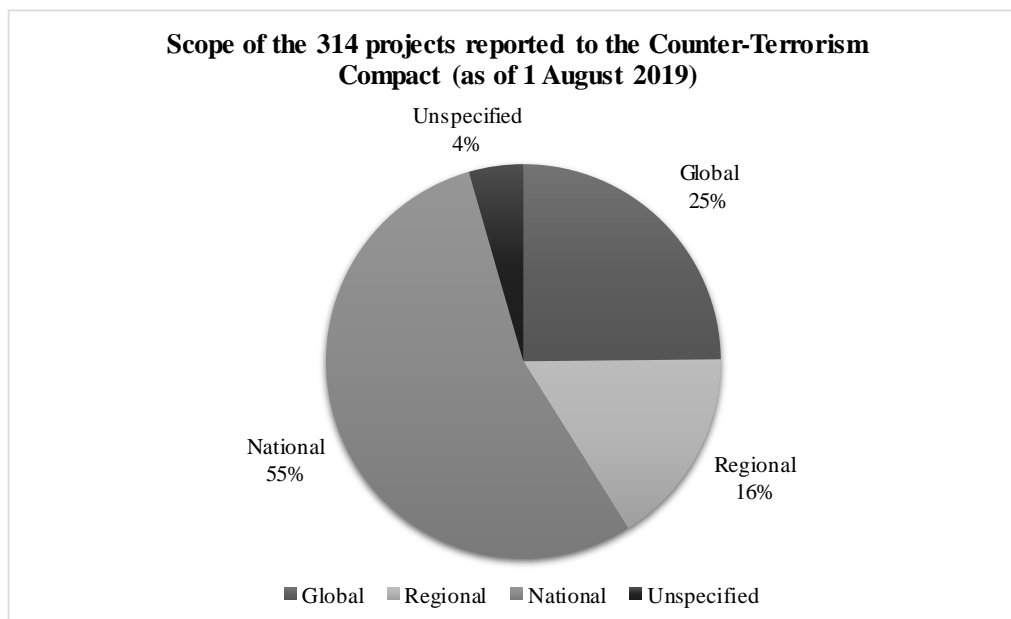
57. The 314 projects reported to the Counter-Terrorism Compact and included in this analysis are being implemented by 13 offices, funds and programmes, which provided data and participated in the reconciliation exercise.



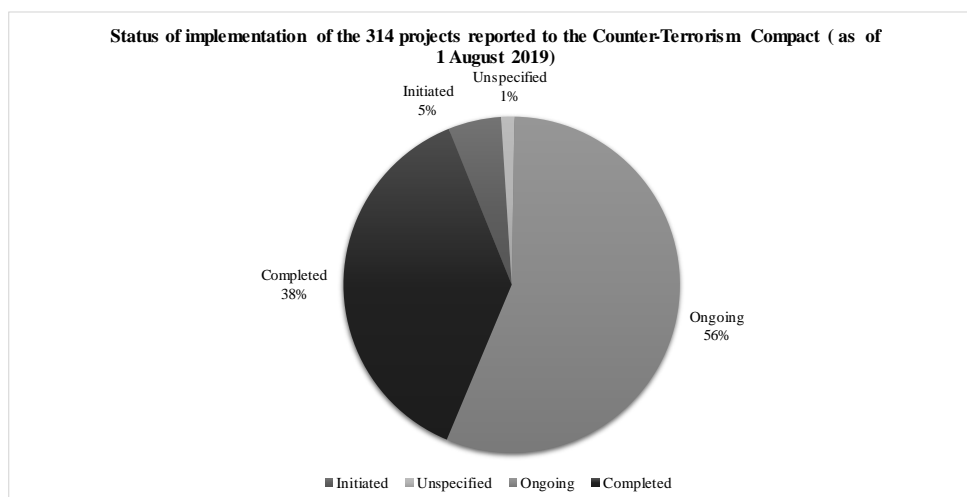
58. The distribution of reported projects according to the implementing Counter-Terrorism Compact entities and across the four pillars of the Global Counter-Terrorism Strategy is shown below.



59. Out of the 314 projects reported to the Counter-Terrorism Compact, 25 % are global, 16% regional, and 55% national.

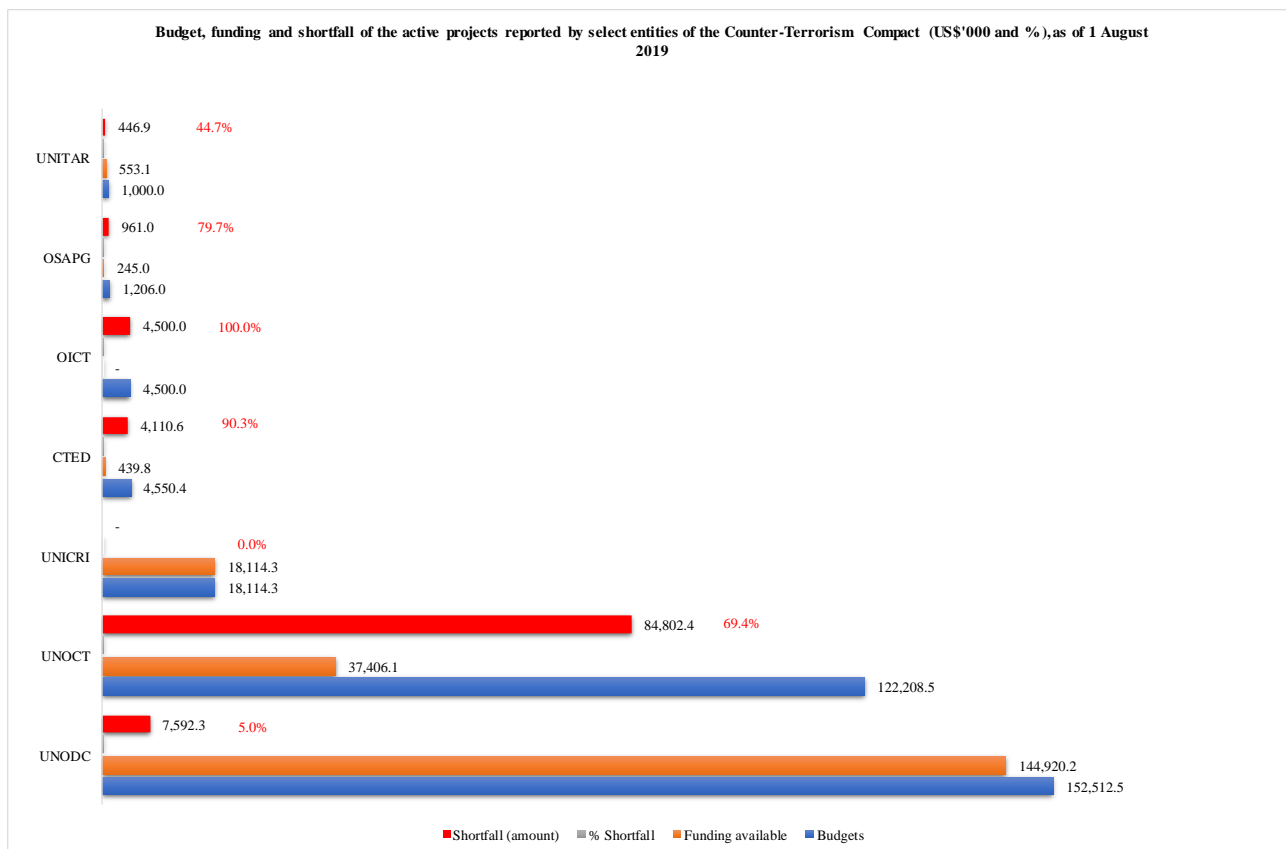


60. To update Member States on the status of implementation of the 317 projects reported in 2018 ([A/72/840](#)), and outline the progress made in the 2019 portfolio projects, the following data has been captured: 56% of projects are ongoing, 38% have been completed, 6% of new projects were initiated or under development.



61. The overall budget of the 2019 project portfolio is \$522.3 million, including active projects amounting to a total of \$469.8 million and completed projects to the value of \$52.5 million.

62. As of August 2019, there was a funding shortfall of \$238.9 million, which represents 51% of the portfolio of active projects with the value of \$469.8 million. As such, funding in the amount of \$230.9 million was provided as voluntary contributions by donor member states to ongoing projects.



63. UNOCT has established a process to provide seed funding from the Trust Fund for Counter-Terrorism to Counter-Terrorism Compact entities which were given an opportunity to present proposals for the consideration of the UNOCT Programme Review Board, serving as a project governance and monitoring mechanism. In 2018 nine projects received seed-funding in the total amount of \$949,111:

**Seed Funding Project approved in 2018**

<i>Project Title</i>	<i>Cost Implications</i>
Development of UN Guiding Principles on the Role of the Military in Supporting the Collection, Sharing and Use of Evidence for Promoting Rule of Law and Human Rights Compliant Criminal Justice Responses to Terrorism	113 000
Development of a Compendium for Collecting, Recording, and Sharing of Biometric Information on Terrorists, Including Foreign Terrorist Fighters	113 000
Development of Guidelines and a Compendium of Good Practices on the Protection of Critical Infrastructure Against Terrorist Attacks	113 000
Developing National Comprehensive and Integrated Counter-Terrorism Strategies in Support of the Implementation of the Global Counter-Terrorism Strategy and Security Council Resolutions 1963 (2010) and 2129 (2013)	113 000
Basic Human Rights Reference Guide on Proscription of Organizations in the Context of Countering Terrorism (OHCHR)	100 000
Countering Terrorist Narratives: Good Practices, Recommendations for Effective Monitoring & Evaluation, & Tool Kit	113 067
The Gender Dimensions of the Returning and relocating Foreign Terrorist Fighter Challenge: Mapping the Intersection of resolutions 2178, 2242 and 2396	111 000

<i>Project Title</i>	<i>Cost Implications</i>
Experts Meeting to Identify Gaps and Best Practices in Information Sharing and the use of Financial Intelligence / Training Module on the use of Terrorism-Financing-related financial intelligence.	60 000
Technology and Security: Advancing Knowledge about WMD-relevant advances in Science and Technology	113 044
<b>Total</b>	<b>949 111</b>

64. In the course of 2019, the Counter-Terrorism Compact Working Groups applied for UNOCT seed-funding for 2019–2020 in the overall amount of USD 169,500 per Working Group, to be divided among the implementing Working Group entities, as appropriate. Each Working Group proposed one or more projects to be supported within allocation per working group. The seed-funding is meant to be catalytic and project proposals should clarify sources of co-funding and elaborate on sustainability. Prior to submitting project proposals, Counter-Terrorism Compact entities were required to ensure that the proposed project meets the eligibility criteria, including alignment with the Joint Programme of Work of the Global Compact Coordination Committee for 2019–2020 and the Terms of Reference of the respective Working Groups.

#### **Seed Funding Project approved in 2019**

<i>Project Title</i>	<i>Cost Implications</i>
Promoting implementation of United Nations Guidelines for Gender-sensitive approaches to Screening, Prosecution, Rehabilitation and Reintegration (SPRR)	125 428
Ensuring Effective Interagency Interoperability and Coordinated Communication in Case of Chemical and/or Biological Attacks - Phase III	169 500
Intercultural dialogue and socio-emotional competencies for peacebuilding	81 320
CSO consultations to inform debates of the GCTS Review: the Role of the UN in supporting human rights defenders and civil society focused on Gender Equality and Women Empowerment in the context of counter terrorism and prevention of violent extremism	169 500
Human Rights Aspects of the Use of Artificial Intelligence in Counter Terrorism	169 500
Enhancing Regional Counter-Terrorism Cooperation	169 500
Strengthening the UN System Response to Far-Right Violent Extremism Conducive to Terrorism	89 000
<b>Total</b>	<b>973 748</b>

65. To strengthen the project governance and oversight mechanism of UNOCT, the Office's Programme Review Board presently reviews project proposals of all UNOCT projects and projects implemented with or by UN entities that are strategically aligned with the objectives and the Terms of Reference of the eight Counter-Terrorism Working Groups, the Terms of Reference of the Trust Fund for Counter-Terrorism, and the CTED technical assistance needs, where appropriate and feasible. The Programme Review Board makes recommendations to the Under-Secretary-General of UNOCT for decisions on new proposals, describing the purpose, cost, time, performance requirements and constraints. Project proposals include a project product description which outlines the outputs (products and services) to be delivered by the project, its linkages with the project's outcomes, how the project's benefits will be sustained, and the quality expectations and criteria agreed with beneficiaries. All presenters are required to establish the origin and mandate for each project, e.g., technical assistance needs identified by CTED, specific requests of a Member

State, or the programme of work of an entity based on its legislative mandate. A submitting entity is accountable for project deliverables and periodically reports to the Programme Review Board of UNOCT on progress made. All programmes and projects approved by UNOCT for funding are subject to monitoring and evaluation.

66. Out of the UN portfolio of 314 projects, 22 participated in the launch of the 2019–2020 Consolidated Multi-Year Appeal in February 2019. The Appeal mechanism remains available for the Counter-Terrorism Compact entities to take advantage of and make their funding shortfalls and priorities known to donor Member States.

67. UNOCT is also developing a Gender Marker to track the gender-responsiveness of its projects and its progress towards meeting the Secretary-General's call for 15 percent of all UN-managed peacebuilding funds expanded in 2015 to new peace and security threats, including violent extremism ([S/2015/716](#)), to be dedicated to projects where principal objective is women's empowerment, gender equality, and addressing women's specific needs.

### **Annex III**

## **Supplementary information: the United Nations Counter-Terrorism Centre**

1. In resolution 71/291, the General Assembly welcomed the “initiative of the Secretary-General to transfer [...] the United Nations Counter-Terrorism Centre, together with its existing staff, as well as all associated regular and extrabudgetary resources [...] into the Office of Counter-Terrorism.” The General Assembly also recognized the important work carried out by the United Nations Counter-Terrorism Centre (UNCCT) and “emphasize[d] that the existing contribution agreements [...] shall be maintained and that the budget and financial resources of the Centre shall be used only for its programme of work.”

2. Since then, UNCCT has expanded its capacity and its portfolio of capacity-building projects at the global, regional, and national levels, across all four pillars of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy. As a Centre of Excellence, UNCCT is frequently called upon to provide its expertise to Member States, regional and subregional organizations, United Nations entities, and other fora. Leveraging its location within UNOCT, the majority of the Centre’s projects are implemented jointly with United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact entities to ensure maximum impact.

3. The work of UNCCT is guided by its Advisory Board, whose Members continued to meet on a quarterly basis to review the implementation of the Centre’s Five-Year Programme and provide guidance on future priorities. UNCCT also established a results-based monitoring and evaluation framework to systematically measure the progress and performance of its projects. UNCCT reported on its support to Member States through quarterly and annual reports, which are available on its website ([www.un.org/uncct](http://www.un.org/uncct)). The Centre’s work will also be highlighted during a ‘UNCCT EXPO’ during the second “Counter-Terrorism Week” at the United Nations from 29 June to 2 July 2020 in New York.

4. Subject to the availability of funding, UNCCT will focus on fewer but larger programmes and continue the implementation of flagship programmes in areas such as support for victims of terrorism, human rights, countering the financing of terrorism, border security and management, addressing the terrorist use of chemical, biological, radiological and nuclear materials (CBRN), cyber-space and new technologies, South-South cooperation, strategic communications, youth engagement, addressing violent extremist prisoners and support to the development of plans of action to prevent and counter violent extremism conducive to terrorism. UNCCT will further develop as a Centre of Excellence, recruiting world-class experts and serving as a hub for counter-terrorism cooperation.

5. In December 2018, the Office of Internal Oversight Services (OIOS) released its detailed audit report 2018/121 on UNCCT, which provided 12 “important” recommendations in areas of strategic planning, organization and performance reporting, resource mobilization, and project management. OIOS found no issues of a “critical” nature. Following a thorough review of these findings, the Head of UNOCT and Executive Director of UNCCT accepted all of the recommendations and established a taskforce to implement them within the established timeframe. As of the preparation of the present report, more than 90 percent of the recommendations were implemented or on target for implementation.

6. At the 18th meeting of the UNCCT Advisory Board on 29 May 2019, the Chair announced that an independent consultant firm would be engaged to evaluate the Centre’s current status and future strategy and its relationship with other UN actors to ensure efficient and effective structure and activities. At UNOCT’s request, the UN

Procurement Division conducted a competitive procurement which resulted in the award on 19 December 2019 of a contract to a commercial company to undertake the self-evaluation of UNCCT. The final report is expected to be made available to the UNCCT Advisory Board in mid-2020.



---

**Annex IV**  
**Supplementary information: list of United Nations Member States**  
**and Permanent Observers contributing to the trust fund for**  
**counter-terrorism<sup>1</sup>**

1. Saudi Arabia
2. Qatar
3. The Netherlands\*
4. European Union
5. United States of America
6. Norway
7. Japan
8. Russian Federation
9. Spain
10. China
11. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
12. Canada
13. Republic of Korea
14. Denmark
15. Sweden
16. Switzerland
17. Germany
18. India
19. United Arab Emirates
20. Kazakhstan
21. Belgium
22. Italy
23. Colombia
24. Finland
25. Turkey
26. Liechtenstein
27. Australia
28. Morocco
29. Algeria
30. Nigeria
31. Kenya

---

<sup>1</sup> The United Nations Member States and Permanent Observers are listed in descending order representing the size of their respective contributions as of December 2019.

\* This ranking reflects an in-kind contribution of the Netherlands provided to the Countering Terrorist Travel Programme valued at USD 11.5 million in 2018.

## Annex V

### **Supplementary information: key principles for the protection, repatriation, prosecution, rehabilitation and reintegration of women and children with links to United Nations-listed terrorist groups (April 2019)**

#### **Foreword by the Secretary-General**

1. With the territorial collapse of the “Islamic State of Iraq and the Levant” (ISIL), thousands of people -- many of them women and children -- with links to United Nations-listed terrorist groups are either stranded in crowded camps or detained in the Syrian Arab Republic and the Republic of Iraq, with limited access to food, medical care, due process and other fundamental rights and services. Similar challenges are present in Somalia, Libya and the Lake Chad Basin. These people, especially the women and children, have often experienced extreme violence and exploitation, and may have had little say in the decisions affecting their lives. They are also at heightened risk because of their close proximity to members of designated groups while detained or in camps.

2. Some Member States are engaged and ready to repatriate their nationals, while others are yet to develop clear policies on how to handle such cases. In confronting these difficult circumstances, all policies and actions that lead to statelessness must be avoided, and all policies and actions related to children should be firmly based on the principle of the “best interests of the child”. Moreover, it should not be assumed, without due process and adequate protections, that these women and children have been actively participating in or supporting the activities of such groups. Otherwise, we risk compounding the trauma and continuing the cycle of violence for generations to come.

3. The United Nations system must leverage existing UN capacities and come together to better support Member States in addressing this complex challenge. All United Nations assistance is provided in accordance with relevant General Assembly and Security Council resolutions, and in line with all relevant international laws and United Nations regulations, rules, policies and procedures. This set of principles intends to enhance the coherence of United Nations action in this area in order to meet the needs of Member States and, most of all, of the people involved.

(Signed)

António Guterres

Secretary-General of the United Nations

March 2019

#### **A. Background**

4. The situation facing women and children with links<sup>10</sup> to United Nations listed terrorist groups is increasingly untenable. There is an urgent need to identify and implement solutions, which must acknowledge the distinct profiles of the individuals concerned and be specific to the immediate, medium- and longer-term challenges facing the countries and communities involved. The solutions needed go well beyond the immediate response to humanitarian needs and cannot be provided by humanitarian actors alone. Necessary measures include political engagement; repatriation; justice; prosecution (where appropriate), rehabilitation and

<sup>10</sup> This refers to women and children allegedly associated or affiliated with; or otherwise found to be accompanying individuals of United Nations listed terrorist groups.

reintegration; access to psychological expertise and support services; and consideration of security issues. This requires the engagement of Member States and other relevant actors, including civil society.

5. The United Nations has a responsibility to support Member States to comply with their obligations under international law. There are specific international law obligations applicable to Member States' action with regard to women and children with links to UN listed terrorist groups. However, UN agencies and other humanitarian actors engaged on the ground are faced with multiple challenges, including those of a political and practical nature.

6. Although some Member States have begun repatriating women and children, the pace of repatriation is slow, marked by unclear processes, and contingent on the availability and willingness of the Member State to provide consular services. The fate of these women and children often depends on the application of national laws, the level of protection they are granted (including international protection) and the approaches of the host countries and countries of origin to deal with this complex issue.

7. This situation is further complicated in practice as many children do not have legal documentation, are orphaned, or, are either accompanied by foreign mothers or fathers whose fates are uncertain or separated from their parents or responsible caregivers. Many of these women and children have been subjected to human rights violations and abuses and exposed to extreme acts of violence, with little or no access to appropriate medical, psycho-social and other forms of support, including holistic rehabilitation and reintegration programmes. In particular, children who have been living in areas under the control of such groups or who are otherwise suspected of having links with such groups, are critically vulnerable and subject to violence at multiple levels. They require specific protection and are entitled to individualized care and consideration.

8. This paper outlines the key legal, policy and operational principles that must be adhered to in the UN's system-wide response to this challenge. This includes improving system-wide coordination through the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact. It is not intended to be an exhaustive document, but rather, one that clarifies the vital elements that must be met by all UN entities in their support to protection, repatriation, prosecution, rehabilitation and reintegration efforts. This set of principles is particularly timely in light of the increasing demand for UN assistance in this context.

## B. Key Principles

- **All measures taken by Member States for the protection, prosecution, repatriation, rehabilitation and reintegration of women and children should be in compliance with their obligations under international law, including international human rights law, international humanitarian law, and international refugee law, as well as international standards and relevant Security Council resolutions. Relevant General Assembly resolutions must also be taken into consideration.** These latter include Security Council Resolution 2178, requiring Member States to develop prosecution, rehabilitation, and reintegration strategies for returning foreign terrorist fighters; Security Council Resolution 2396, highlighting that women and children are often victims of terrorist groups' actions and that Member State actions must adhere to international human rights law; and Security Council Resolution 2427, outlining protections for children affected by armed conflict, including that children linked with armed groups, and those whose who have committed crimes, should be treated primarily as victims.

- **Member States have primary responsibility for their own nationals.** They should ensure that their citizens suspected of having committed crimes on the territory of another Member State are treated in accordance with international law, including international human rights law, international humanitarian law, and international refugee law, including through the provision of consular assistance. Member States should also ensure that their nationals who are family members of suspected foreign terrorist fighters and do not face serious charges are repatriated for the purposes of prosecution, rehabilitation and/or reintegration, as appropriate.
- **The right to nationality is enshrined in the Universal Declaration of Human Rights and in numerous treaties ratified by many States.<sup>11</sup> Safeguards and processes that protect people from becoming stateless must be in place.** All individuals have the right to a name, an identity and a nationality, and arbitrary deprivation of nationality is prohibited under international law. Pursuant to some of these treaties, women should have the right to bestow their own nationality onto their children. Additionally, Member States should accept their nationals and children born to their nationals, grant those children nationality, and take actions to prevent them from becoming stateless. Member States should ensure women and children have appropriate documentation, can return, and in no circumstances, by act or omission, implement policies that effectively render children stateless.
- There must be **individual assessment and screening to appropriately assess each case and determine each person's affiliation and/or victimhood**, while taking into account age and gender considerations. The Counter-Terrorism Committee Madrid Guiding Principles and its Addendum provide practical and policy guidance in this regard.<sup>12</sup>
- **Children should be treated first and foremost as victims and their treatment must be determined with the best interests of the child as the primary consideration**, in line with the Convention on the Rights of the Child. This includes actions taken by both public and private actors and in legislative, judicial, and administrative decisions. Children have special rights and protections that apply in all situations, irrespective of the children's age, sex, or other status, including actual or perceived family or personal affiliation.
- Where women or children are suspected of having committed criminal acts, **due process and fair trial standards, including the presumption of innocence and the right to an appeal must be adhered to, with the appropriate consideration for age and gender.** When relevant, these women and children should be repatriated to the countries of nationality for judicial proceedings.

---

<sup>11</sup> The International Covenant on Civil and Political Rights, the Convention on the Rights of the Child, the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Convention on the Nationality of Married Women, the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families. The issue of nationality is also regulated in the Convention on the Reduction of Statelessness, the Convention relating to the Status of Stateless Persons and the Convention relating to the Status of Refugees. An explicit and general prohibition on the arbitrary deprivation of nationality can be found in numerous of these instruments, the UDHR and General Assembly resolution 50/152.

<sup>12</sup> <https://www.un.org/sc/ctc/news/document/s-2018-1177-addendum-guiding-principles-foreign-terroristfighters-2018/>.

*Humanitarian and Human Rights Principles*<sup>13</sup>

- **Humanitarian assistance must be provided without discrimination** and according to the principles of humanity, neutrality and impartiality, including to all individuals irrespective of their perceived status or affiliation.
- **Humanitarian actors should have timely and unimpeded access to people in need** so that they can provide humanitarian assistance, particularly in conflict zones. This requires UN humanitarian actors and their humanitarian partners to have the ability to provide assistance and protection in an impartial, neutral and independent manner, and engage with all relevant parties to conflict to reach those in need.
- International human rights law provides that **everyone has the right to return to his or her country of nationality**. Any limitations to that right must be lawful, pursuant to a legitimate aim and necessary and proportionate to achieve that aim
- **Repatriation of women and children must not come at the cost of violating the principle of non-refoulement**. Member States are obliged not to expel, return, extradite or otherwise remove a person to another State, when there are substantial grounds for believing that they would be at risk of being subjected to serious violations of human rights, including torture or cruel, inhuman and degrading treatment or punishment.

*Principles regarding the Rights of Children*

- **The best interests of the child must be given primary consideration in all actions concerning them, including in relation to maintaining family unity**. Member States, with United Nations support, should implement Best Interest Assessment/ Best Interest Determination (BIA/BID) processes with key safeguards in place, to determine whether repatriation or other actions are in the best interest of a child. Member States should seek the free and informed consent of parents before separating children for repatriation, unless separation is decided to be in the child's best interests.
- **Alternative care arrangements should be explored for situations in which children cannot remain with their parents or where it is not in the best interest of the child to remain with his or her primary care givers**. Family-based interim care arrangements should be prioritized, followed by community-based interim care arrangements.
- **Children linked with United Nations listed terrorist groups should only be detained as a measure of last resort** and for the shortest appropriate period of time. Alternatives to detention for children should be prioritized. Children should be detained separately from adults unless otherwise in their best interests and to prevent family separation.
- **Rehabilitation and reintegration of children linked with United Nations listed terrorist groups must be prioritized**, in line with the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict. This includes access to age and gender appropriate services,

<sup>13</sup> Please also refer to "Guidance to States on Human Rights-Compliant Responses to the Threat Posed by Foreign Fighters", a 2018 publication by the UN Inter-Agency Working Group on Promoting and Protecting Human Rights and the Rule of Law while Countering Terrorism and the UNODC handbook on Children Recruited and Exploited by Terrorist and Violent Extremist Groups: The Role of the Justice System.

including mental health and psychosocial support, education and legal assistance.

- **Member States must respect the privacy and confidentiality of children with links to United Nations listed terrorist groups.**
- **Member States should prevent the further stigmatization of children with links to United Nations listed terrorist group where possible.** In the absence of criminal evidence, Children should not be placed on watch lists or in other databases based on family affiliation or alleged affiliation with an armed group.

*Specific Principles regarding the Rights of Women*

- **Women can be both facilitators, supporters, perpetrators of crimes and victims of violence, abuses and other human rights violations.** Women suspected of committing crimes should be prosecuted in a fair and non-discriminatory manner within the framework of international standards, while given the support they need as victims.
- **Criminal justice processes must be gender responsive,** and address the needs of women, in particular young women, including within detention, interrogation, as well as witness protection programmes. Such **gender-sensitive practices** are key to effectively protecting women who are victims of sexual and gender-based violence from secondary victimization and stigmatization.
- **Women survivors of violence, abuses and other human rights violations** must be provided with all possible support. **The rehabilitation and reintegration of women requires tailored strategies** to address their specific needs and minimize risks leading to stigmatization and exclusion.

*Principles related to the prosecution of Women and Children*

- **Criminal responsibility is individual. Nobody should be detained or prosecuted for crimes committed by family members.** Many women and children come into contact with United Nations listed terrorist groups through family links and should be treated in accordance with the principle of the presumption of innocence. It should not be assumed that such women and children are members of these groups or have carried out acts in support of such groups, and such a determination should be made on a case-by-case basis.
- **There should be a presumption against the prosecution of children, and they should be treated primarily as victims.** Children should not be detained or prosecuted solely for their association with or membership in any armed group, including designated groups. Non-judicial measures should be preferred in relation to children accused of any crimes in relation to terrorist groups. Children's best interests require prioritization of rehabilitation and reintegration in any contact they have with the law.
- **Any prosecution of children should respect internationally recognized standards of juvenile justice,** including in relation to minimum age of criminal responsibility, which the Committee on the Rights of the Child has recommended to be no lower than 12 years of age, preferably between 14 and 16. Justice procedures must consider the age of the child at the time of the alleged criminal act. Children over the age of minimum criminal responsibility may be liable for certain actions, but only under internationally recognized

juvenile justice and fair trial standards applicable to children.<sup>14</sup> Individuals must never be subject to the death penalty or life imprisonment without parole for acts they have committed while a child.

- **Juvenile justice systems should be used for children who have reached the minimum age of criminal responsibility, as opposed to military or special security courts, including for charges of terrorism or national security offenses.** Domestic legislation should not define different (lower) ages of criminal responsibility solely for terrorism related offences or for offences against national security.
- **Torture in all forms is prohibited, as in the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.** Information obtained through the use of torture shall be inadmissible as evidence.

### C. Operational Principles for the coordination of assistance to Member States

- UN agencies should deploy an approach based on international law, including international humanitarian law, international human rights law and international refugee law, and the principles contained in section (B) above, to strengthen legal frameworks, social service work forces and systems, and justice systems to support children and families affected by conflict on an equitable basis, and to facilitate assistance to governments on repatriation, reintegration, and other relevant services and activities in line with their mandates. Their approach should also be in accordance with the United Nations regulations, rules, policies and procedures.
- Requests by Member States for support from the United Nations on the above can be sent directly to any relevant UN agency. Requests by Member States for in country assistance, technical support or advice can be made directly to respective UN Agencies either directly or through the Resident and Humanitarian Coordinators. The Coordination Committee of the Global Counter Terrorism Compact should also be kept informed of these requests and subsequent follow-up activities to ensure system-wide coordination, enhance the coherence and resources available to address the full range of Member State needs, and facilitate reporting on the Organization's work to support Member State implementation of the General Assembly's Global Counter Terrorism Strategy.
- At the global level, requests can also be sent, to the Under-Secretary-General for Counter- Terrorism, acting in his capacity as Chair of the Coordination Committee of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact, who will then disseminate this to all relevant United Nations entities, as well as notify UN in-country leadership; bearing in mind the United Nations Children Fund (UNICEF)'s critical role with regards to children-related issues and well as United Nations system entities and development partners already engaged in-country.
- In responding to requests from Member States for practical assistance, the United Nations will work in consultation with relevant Member States and humanitarian organizations, building on the work being done by relevant United Nations entities, in particular those with field presences in the respective Member States. At the operational level, decisions about the scope of possible

<sup>14</sup> These include the Convention on the Rights of the Child, the Beijing Rules, the Havana Rules, the Riyadh Guidelines and the UN Model Strategies and Practical Measures on the Elimination of Violence against Children in the Field of Crime Prevention and Criminal Justice and other key principles.

assistance will be made by relevant agencies and partners, consistent with their mandates, resources, programmes of cooperation and working modalities.

- Coordination within the United Nations system, both on the ground and at the HQ-level, is of paramount importance, in particular, to prevent duplication of work. Where necessary and relevant, Resident and Humanitarian Coordinators, and relevant Special Envoys and Special Representatives should be informed and may also be involved, so as to facilitate United Nations support. Coordination and collaboration with humanitarian partners should be prioritized for effective advocacy and engagement to repatriate and support these individuals and should not compromise the principles of humanity, neutrality, independence, and impartiality.
  - Concerned States have the primary responsibility to design and carry out repatriations in line with international law and in full respect of the principle of non-refoulement. On an ad hoc basis, the International Committee of the Red Cross (ICRC), may facilitate repatriations in line with its mandate and working modalities. States that wish to seek that facilitation role should reach out directly to the ICRC with a specific request. Prior to responding to the request, the ICRC will discuss its content with relevant authorities and assess its feasibility (including logistical/security aspects and compatibility with IHL and humanitarian principles).
  - The United Nations system will also support the requesting Member State in its responsibility to provide such returnees with the necessary rehabilitation and reintegration support. This includes access to individualized age- and gender-appropriate services, including medical care, mental health and psychosocial support, education and legal assistance, with privacy and confidentiality of the utmost concern. All United Nations assistance and support should adhere to the UN Human Rights Due Diligence Policy.
  - The Coordination Committee of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact, working closely with the Executive Office of the Secretary-General, will ensure enhanced coordination and information sharing among United Nations entities to strengthen the coherence of UN system-wide response to the protection, repatriation, prosecution, rehabilitation and reintegration of women and children linked with United Nations listed terrorist groups.
-